



« Net alles schlecht rieden a kleng klappen ! »

Interview avec la ministre des Finances, Yuriko Backes (DP), sur les technocrates en politique, la dette publique en Europe, l'exposition à la Chine et les risques d'écoblanchiment

„Wir machen das aus Liebe zum Wald“

Buchen sollen Brennholz liefern, Wälder für Entspannung und Artenschutz sorgen, ein Gesetz für Nutzungsklarheit – auf Erkundungstour durch den Forst

„Wa mer Police an Uniform gesinn, fille mer eis direkt méi sécher“

Wegen vermeintlich steigender Kriminalität beantragte Fred Keup eine Interpellation. ADR, CSV und DP nutzten die Gelegenheit, um ihre Forderungen nach mehr Polizei zu verbreiten

Miroir aux alouettes et têtes de linottes

Pendant six ans, un escroc notoire et son entourage ont dilapidé les économies de centaines d'investisseurs floués sans que banques ou autorités n'interviennent

Déconstruire, couche par couche

Après de trois ans de recherche, d'écriture et de maturation, le projet *Papaya* voit le jour à la Kulturfabrik. Cette performance afro-féministe explore les identités plurielles

Kueben, Mini-Aachtercher an Heescherei

Auf dem City Breakfast kommuniziert die Stadt – je näher die Wahlen rücken, desto greifbarer und skurriler wird die Law-and-Order-Offensive. Ein Theaterstück in drei Akten

Foto: Sven Becker





La ministre
des Finances,
Yuriko Backes,
jeudi dernier



« Mir kënnen net alles schlecht rieden a kleng klappen ! »

Entretien : Bernard Thomas

Interview avec la ministre des Finances, Yuriko Backes (DP), sur les technocrates en politique, la dette publique en Europe, l'exposition à la Chine et les risques d'écoblanchiment

d'Land : Avant d'être nommée ministre, vous fréquentiez surtout les institutions européennes. Y a-t-il des aspects de la politique luxembourgeoise qui vous ont surprise, auxquels vous ne vous attendiez pas ?

Yuriko Backes : Il n'y a rien qui m'ait fondamentalement choquée. Même si je ne faisais pas de la politique auparavant, je l'accompagnais. J'ai conseillé deux Premiers ministres, comme conseiller diplomatique et sherpa, et plusieurs ministres des Affaires étrangères.

La mécanique des Tripartites, cela ne s'apprend pourtant pas à Bruxelles.

C'était effectivement un nouveau monde. Mais même ceux qui y étaient plus habitués que moi n'en avaient jamais connu une telle concentration. Trois Tripartites en une année, c'est quand même considérable. Après, ce sont des négociations comme il y en a d'autres. En tant que ministre des Finances, on y tient un rôle spécial. Sa mission est de tenter de trouver les bonnes réponses tout en évitant le dérapage des finances publiques. C'est un vrai challenge.

Pierre Gramegna s'est toujours présenté comme un médiateur entre les trois partis de coalition, sans s'identifier en tant que « DP Mann ». Est-ce que vous vous voyez dans la lignée de votre prédécesseur ou plutôt comme une « DP Fra » ?

Je ne pense pas que les deux soient incompatibles. Je suis clairement une « DP Fra ». Ce que ce parti représente pour moi, c'est un bon équilibre entre la compétitivité, une fibre sociale sans être socialiste, et de manière transversale, une approche durable. Mais cela n'est pas incompatible avec le rôle de médiatrice.

Quelle est à vos yeux la différence entre « social » et « socialiste » ?

Je suis moins animée par une idéologie que par la conviction que les ménages et les personnes vulnérables doivent être soutenus par des mesures ciblées.

Lors d'une soirée organisée par le DP International, vous vous définissiez comme « party pooper » de la coalition. Pour être crédible dans ce rôle, vous devez, en quelque sorte, « pooper » sur tous les partis ?

(rires) Absolument, je joue parfois le rôle de trouble-fête... Si les dépassements budgétaires ne sont pas justifiés ou si les procédures essentielles ne sont pas respectées, il faut les remettre en question. Et je ne pourrais le faire chez les uns sans le faire chez les autres.

Vous êtes la deuxième diplomate successive à occuper le poste de ministre des Finances. Le fait qu'on choisisse des technocrates pour défendre « le bifteck luxembourgeois »...

... C'est l'expression du Premier ministre.

En effet. Cela ne constitue-t-il pas un problème fondamental ? Au sein du personnel politique, il ne se trouve donc plus personne pour occuper ce ressort-clef ?

Je ne sais si je dois commenter cela. On m'a demandée d'entrer au gouvernement parce qu'on avait manifestement confiance que j'en serai capable. Mais ce n'est pas une nouveauté. Les « Quereinsteiger » existent depuis plus longtemps dans d'autres partis. Prenez Jean-Claude Juncker, par exemple.

Mais il était membre du CSV quand il a été nommé secrétaire d'État en 1982, tandis que vous n'étiez pas membre du DP...

Les gens doivent me juger sur le travail que je fais. Et je vais me confronter à ce jugement. Je fais de la politique dans l'intérêt du pays à long terme. Les élections, c'est une chose, mais il y a

« Les élections, c'est une chose, mais il y a un tout autre monde qui juge mon travail et qui y apporte sa confiance ou non. Pour moi, c'est au moins aussi important »

un tout autre monde [celui de la place financière, *ndlr*] qui juge mon travail et qui y apporte sa confiance ou non. Pour moi, c'est au moins aussi important.

Si le DP entrait de nouveau au gouvernement, seriez-vous prête à accepter un autre ressort que celui des finances ?

Je ne me prononcerai pas sur une éventuelle préférence pour tel ou tel ministère, ce serait prématuré. Mais je me suis vraiment investie. Lorsque je me lève le matin, j'ai le sentiment d'être en

face d'une montagne. Tous les matins, une autre montagne à escalader. Je vois tout un nombre de chantiers sur lesquels je serais vraiment heureuse de continuer à travailler.

Le « Spëtzekandidat » du CSV, Luc Frieden, a démarré sa campagne en promettant des allègements fiscaux et une politique de désendettement.

Le CSV a porté la plupart des mesures de crise. Il estime pourtant qu'on aurait dû aller beaucoup plus loin. Pour l'ajustement du barème d'imposition, on aurait dû faire deux fois, cinq fois, sept fois plus. Mais, *sorry*, il ne faut pas en même temps s'offusquer du niveau de la dette ! Il faut faire des choix. Je suis tout à fait d'accord avec certaines propositions du CSV. Volontiers, j'aurais fait plus si j'avais pu. Mais bon, il y a des réalités dont il faut tenir compte quand on est en responsabilité. C'est un peu simple de clamer « encore plus ! encore plus » depuis les bancs de l'opposition...

Vous disiez récemment à la Chambre qu'il fallait réduire la dette « à moyen terme » ; une temporalité politique qui ne vous engage pas vraiment.

Je ne peux m'engager au nom du futur gouvernement. Ce que nous savons, c'est que la dette augmentera jusqu'en 2024, mais après, la trajectoire sera la bonne. C'est ce que vont regarder les agences de notation. On parle de « fétichisme des trente pour cent » ; désolée mais c'est un peu facile... Nous savons pertinemment que ce n'est pas le taux de trente, 29 ou 31 pour cent qui sera déterminant, mais la trajectoire de la dette. Le prochain gouvernement serait bien conseillé de la surveiller de près.

Cela fait plusieurs mois qu'on discute d'une réforme du Pacte de stabilité européen. Jusqu'ici, vous ne vous êtes pas clairement positionnée par rapport à la Commission qui propose un assouplissement des règles. Êtes-vous sur la ligne rigoriste de Christian Lindner, le ministre des Finances allemand ?



Le bureau de la ministre, rue de la Congrégation

La proposition de la Commission vient tout juste d'être publiée. Je ne vais donc pas prendre une position luxembourgeoise par presse interposée.

Parce que vous ne voulez pas ou parce que vous n'en avez pas ?

Le Luxembourg veut être un partenaire constructif. J'ai posé une série de questions à la Commission et aux autres États membres. Nous voyons des situations économiques très divergentes au sein de l'UE et de la zone euro. Les fondamentaux varient énormément. L'inflation va de trois pour cent au Luxembourg à vingt pour cent dans les pays baltes. Le niveau de l'endettement s'étale de vingt pour cent à bien plus de cent pour cent. En même temps, nous devons faire du *climate financing* et augmenter nos dépenses pour la défense, tout en veillant à maintenir des finances publiques saines. *Wéi geet dat zesummen* ? Ces discussions s'annoncent compliquées.

L'Allemagne affiche une position très tranchée : pas question de « diluer » les critères de Maastricht. Le Luxembourg peut-il se permettre de s'aligner sur ce mot d'ordre *ordo-libéral* ?

Le Luxembourg l'a-t-il fait ?

Justement, c'est ce que je vous demande.

Je ne suis pas la porte-parole de Christian Lindner, mais il a certainement raison sur l'un ou l'autre point. Une question qu'il a soulevée – et que j'ai également posée à la Commission – concerne le maintien du caractère multilatéral de la surveillance budgétaire européenne. Pour le Luxembourg ce serait bien qu'il en reste ainsi.

La Commission veut au contraire accorder « une plus grande marge de manœuvre » aux États membres pour qu'ils puissent définir leur propre « trajectoire d'ajustement budgétaire ».

Je ne suis pas très à l'aise avec ce modèle bilatéral. La transparence doit être garantie pour que les petits pays puissent bien s'en tirer. Sur ce point par exemple, je suis d'accord avec Christian Lindner.

Étant donné la rente de la place financière, le Luxembourg peut-il prêcher de manière crédible le sérieux budgétaire vis-à-vis de l'Italie, du Portugal ou de l'Espagne ? Cela semble presque indécent.

Je ne donne de leçons à personne ! Je veux faire partie de la solution. Nous devons éviter ensemble les dérapages, et le nouveau Pacte de stabilité va devoir être accepté par toutes les parties. Il faudra se donner le temps nécessaire. La réforme ne pourra se faire dans un *Hauruckverfahren*.

Le 20 mai, vous partirez en mission économique à Beijing. Cela fait un an que Franz Fayot plaide « la fin de la naïveté » envers la Chine et promet une « human rights due diligence ». Est-ce qu'au sein du gouvernement, vous jouez « au good cop, bad cop » ?

Et je serais le « bad cop » ? Oooh... (rires) Je trouve que nous devons mener une politique réaliste. La Chine est la deuxième économie mondiale. Elle porte une énorme responsa-

bilité. Alors oui, nous sommes dans une situation de guerre en Europe, et la « neutralité » chinoise doit éveiller notre scepticisme. Mais tous les efforts de médiation que la Chine fait et – on l'espère – fera, sont à saluer.

Son ambassadeur, Hua Ning, a récemment qualifié le Luxembourg de « *China's leading partner within the EU* ». Il a sans doute exagéré, mais le compliment ne paraît-il pas douteux ? Surtout aux oreilles de Washington ?

Il faut garder le sens des proportions. Si on analyse nos relations économiques avec la Chine, cela reste vraiment limité. Les échanges de biens et de services entre la Chine et le Luxembourg représentent deux pour cent du total national. Quant aux investissements directs de la Chine vers le Luxembourg, ils ne sont que de 1,2 pour cent. Mais nous avons aussi des acteurs importants sur place, notamment sept banques chinoises et la BIL. Il n'est donc pas anormal de se rendre en Chine pour rencontrer ces acteurs. Il ne faut pas qu'il y ait un « découplage » ; ce serait totalement contre-productif pour tout le monde. En même temps, nous devons veiller à ne pas nous rendre trop dépendants vis-à-vis d'une seule économie.

Dans vos interventions, vous décrivez la mondialisation comme un « *very net positive* ». Cela sonne un peu comme du Luc Frieden, non ?

Je continue à penser que c'est un net positif, même s'il faut se donner un cadre multilatéral pour avancer ensemble. Il ne faut pas en permanence dénigrer la mondialisation.

Elle n'apparaît pourtant plus comme une évidence. La tendance géopolitique semble plutôt aux « *relocalisations* » et au « *friend-shoring* ».

Nous vivons dans un monde globalisé, avec tous ses pours et contres. Mais le Luxembourg est une économie ouverte, et un retour au protectionnisme n'est pas dans notre intérêt. Après toutes les crises, qu'elles soient financières, géopolitiques ou sanitaires, les réflexes sont nationaux, voire nationalistes, voire populistes, voire protectionnistes. Cela devrait nous alerter. En Europe, nous avons pu trouver des solutions communes et nous devons poursuivre les efforts pour éviter ces tendances.

Sur la place financière, le « *greenwashing* » point comme nouveau risque de réputation. Le Luxembourg préfère s'en tenir au « *level playing field* » réglementaire. Le réflexe du « *first mover* » n'est donc pas si développé que ça ?

Mir kënnen net alles schlecht rieden a kleng klappen ! J'ai parfois l'impression que le Luxembourg devrait toujours faire mieux, toujours aller plus loin que les autres. Pourquoi ne pouvons-nous pas être fiers d'une place financière qui, malgré tout, a des ambitions très vertes. Bien-sûr, beaucoup reste à faire... Mais beaucoup a déjà été fait. Nous avons fondé Luxflag comme agence de labellisation. Nous avons un Green Exchange, c'est unique au monde !

Vous n'avez pourtant pas voulu publier les résultats du « *Paris Agreement Capital Transition Assessment* » (Pacta) qui analyse la trajectoire climatique de la place financière. Pourquoi ?

C'est un peu court ! D'abord, l'initiative n'a pas été lancée par moi, mais par mon prédécesseur Pierre Gramegna. Ensuite, comme j'ai cru le comprendre, le ministère des Finances ne dispose pas des résultats. Ceux-ci se trouvent auprès des différents acteurs qui peuvent les rendre publics ou non. Je m'engagerai toujours pour plus de transparence. C'est très important pour moi.

Les résultats d'un éventuel deuxième Pacta seraient donc publiés ?

Je ne sais pas si nous en avons prévu un, il existe un groupe de travail de la Luxembourg Sustainable Finance Initiative composé des acteurs de la place financière, qui analyse les différentes méthodologies pour mesurer notre trajectoire. Mais je trouverais que ce serait une bonne chose de rendre les résultats d'un futur « *assessment* » publics. Prenez la *gender equality* : J'ai demandé au FMI de faire une analyse sur le sujet. Je sais que le Luxembourg ne fait pas bonne figure en la matière, que ce soit son système fiscal ou les postes de direction sur sa place financière. On parle tout le temps de rétention de talents, mais il y a tellement de femmes qui devraient être mieux soutenues pour accéder au *middle* et *upper management*. Alors plutôt que de balayer ce problème sous le tapis, je préfère que quelqu'un nous dise la vérité et qu'on la rende publique.

Mais puisqu'il n'y a pas de données officielles, on ne peut que se référer aux études publiées par les ONG. Selon Greenpeace, les cent principaux fonds domiciliés au Luxembourg investissent selon un scénario de quatre degrés Celsius. C'est-à-dire qu'ils contribuent à rendre le monde invivable.

L'étude de Greenpeace à laquelle vous vous référez ne peut seule me servir d'orientation.

Par rapport à quoi vous orientez-vous alors ?

Je constate quand même un mouvement en direction de l'ESG [fonds respectant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, *ndlr*]. Durant la crise énergétique, les fonds « *article 8* » et « *article 9* » [« *durables* » à différents degrés, *ndlr*] ont été les seuls à enregistrer des hausses. Malgré tout, cela me rend optimiste. Toute la réglementation européenne n'en est qu'à ses débuts ; cela prendra du temps. Mais ne vais pas me laisser dire que la place financière nous fait dévier de nos objectifs climatiques : 55 pour cent des actifs Ucits au Luxembourg sont investis dans l'ESG.

L'écrasante majorité dans des fonds « *article 8* », soit d'un vert très, très pâle.

Oui, mais la tendance est la bonne, même si cela ne va peut-être pas aussi vite que vous ou moi le souhaiterions. Il faudra créer une offre intéressante. Les acteurs privés sont responsables que celle-ci arrive sur le marché.

Aux testeurs anonymes envoyés par Greenpeace dans les filiales bancaires, on avait proposé tout et n'importe quoi.

Voilà, nous avons une place financière mondiale, et on nous présente une étude fondée sur une dizaine d'entretiens ! Reste que les acteurs devraient prendre ça à cœur.

« Lorsque je me lève le matin, j'ai le sentiment d'être en face d'une montagne. Tous les matins, une autre montagne à escalader »

Leur en avez-vous parlé ?

Je vois ces acteurs très souvent.

Peut-on imaginer une troisième reconduction de la coalition libérale, qui serait centrée autour de la question climatique ? La transition énergétique peut-elle servir de base à un projet politique renouvelé ?

D'Dräier-Koalitioun geet net zesummen an d'Walen. Comme je l'ai dit, trois domaines sont essentiels : la compétitivité, l'équité sociale que le Luxembourg a dans son ADN et la dimension durable. Faire seulement de la politique verte, *sorry*, mais cela ne suffit pas. Il y a un tas d'autres défis : la réforme fiscale, la crise du logement qui est devenue une crise du secteur de la construction, la santé, l'attraction de talents sur la place financière... Dans mon ressort par exemple, il faudra continuer à digitaliser les trois administrations fiscales, et c'est en bon chemin. Mon prédécesseur a commencé à recruter massivement ; et heureusement ! Sur les dix dernières années, nous avons fait beaucoup d'efforts pour sortir la place financière du « *Schmuddeleck* ».

Dans cette logique, Luc Frieden n'est-il pas l'homme du « *Schmuddeleck* » ? Pourtant vous êtes prêt à former un gouvernement avec lui ?

Je ne vais pas faire de déclarations sur de possibles coalitions. J'espère que vous comprenez. ●

LEITARTIKEL

Ökologisch und liberal

Peter Feist

Als Déi Gréng am 7. Juni 2013 im hauptstädtischen Cercle ihren 30. Gründungstag feierten, spitzte die Srel-Affäre sich zu, über die fünf Wochen später Jean-Claude Juncker stürzen sollte. Als sie am Mittwoch im Echternacher Trifolion ihr 40. Jubiläum begingen, konnten sie auf neuneinhalb Jahre Regierungsbeteiligung zurückblicken und unter den Ehrengästen waren auch mehrere Diplomat/innen. Der Botschafter Chinas war der höchstrangige. Eingeladen und angeleitet war auch ein Vertreter der Repräsentanz Taiwans bei der EU. Was, wie Ko-Parteipräsidentin Djuna Bernard dem *Land* erklärte, der chinesische Botschafter im Gespräch mit ihr nicht erwähnte.

Heute ist es nicht mehr nötig, darüber zu reflektieren, wie erfolgreich Déi Gréng im Vergleich zu anderen Parteineuergründungen sind. 2018 hatten ihre Zugewinne von drei Abgeordnetenmandaten eine Weiterführung der DP-LSAP-Grüne-Regierung ermöglicht. Und hatte *d’Land* vor zehn Jahren die Frage aufgeworfen, ob die Grünen nach der Resorption ihrer linken und rechten Abspaltungen Gleich, Tag, Gral und EFDN und der anschließenden Konsolidierung der Partei zu einer kleinen, aber feinen politischen Familie geworden seien (*d’Land*, 7.6.2013), muss man heute feststellen, dass sie den Anspruch erheben, eine ökoliberaler Volkspartei zu sein. Ein Ausdruck davon ist die Nominierung einer nationalen Spitzenkandidatin zu den Kammerwahlen. Das Rotationsprinzip, das der am Nationalfeiertag 1983 gegründeten Anti-Partei so wichtig war, liegt wirklich lange zurück.

Weil die akademische Sitzung am Mittwoch im Wahlkampf stattfand, war sie nicht nur, aber auch eine Wahlkampfveranstaltung, in der alles etwas bedeutete. Neben den beherzten Einladungen an Diplomat/innen ohne zuviel Rücksicht auf die Weltordnung – nicht grenzenlos zwar, denn der Botschafter Russlands war nicht eingeladen –, hatte die Parteiführung drei Gastredner/innen gewinnen können. Aus ihrer jeweiligen Sicht sollten der Direktor von Greenpeace, die Direktorin des Cercle de Coopération des ONG sowie der Präsident des LCGB über die Herausforderungen für Ökologie, Nord-Süd-Kooperation und die Arbeitswelt sprechen und über die politische Rolle, in der sie dabei Déi Gréng agieren sehen.

Zu Letzterem äußerten die drei sich kaum. Vielleicht, weil sowohl Greenpeace-Direktor Raymond Aendecker als auch Cercle-Direktorin Nicole Ikuku Mitglied der Grünen sind, Ikuku zu den Gemeindewahlen in der Hauptstadt antritt, Aendecker 2013 auf der grünen Ostliste stand, und es beiden schwerfiel, der Partei scheinbar unabhängige Ratschläge zu geben. Patrick Duhry wiederum mochte sich erinnern haben, öffentlich nicht unbedingt für Ökologie eingetreten zu sein, so dass ihm ein Vortrag, der diese und die Arbeitswelt verbinden und obendrein den Grünen etwas raten würde, nicht leicht fiel. Stichworte für Spitzenkandidatin Sam Tanson lieferten die Vorträge aber: Zum zweiten Mal nach ihrer Bewerbungsrede an die Basis vom 27. März hielt sie eine Wahlkampfansprache für eine „freie, gerechte, feministische und klimaneutrale Gesellschaft“.

So richtig gelang die Erklärung, was das sein soll, aber nicht. Zwar ist Tanson offenbar dabei, sich in Öko-Dossiers einzuarbeiten, mit denen sie als Kultur- und Justizministerin nicht zu tun hat. Doch gerade ihr mit Verve vorgetragener Appell, „wir haben nicht noch einmal 40 Jahre Zeit“ für den Umbau der Gesellschaft Richtung Klimaneutralität, scheint nicht gut zu der Versicherung zu passen, alles solle „einfach“ sein, die Bürger/innen und die Betriebe „mitgenommen“ werden und die Bewegung eine „Chance für den Standort“ sein.

Ob das nur ein rhetorisches Problem ist oder ein grundsätzliches, wenn grüne und liberale Ideologie fusioniert werden sollen, wird sich am Wahlprogramm der Grünen ablesen lassen. Und an ihrem Resultat am 8. Oktober. Für den Moment scheint es ihnen um Koalitionsfähigkeit nach allen Seiten zu gehen. Auch die LSAP bekam die Hand gereicht: Flexiblere Arbeitszeiten seien wichtig, sagte Sam Tanson, aber eine generelle Arbeitszeitverkürzung dürften Déi Gréng „nicht aus dem Blick verlieren“. 1999 wollten sie die 35-Stunden-Woche bei vollem Lohnausgleich. So weit müssen sie heute nicht gehen.

ARMEE

Strategie bis 2035

Die Luxemburger Armee soll eine in erster Linie Aufklärungsarmee am Boden bleiben, das binationale Aufklärungsbataillon mit Belgien „au cœur“ ihrer Tätigkeit stehen. Die Aktivitäten in den Bereichen Cyber, Weltraum und *composante aérienne* sind ergänzend. So geht es aus den *Lignes directrices de la défense luxembourgeoise à l’horizon 2035* vor, die Verteidigungsminister François Bausch (Grüne) am gestrigen Donnerstag vorgestellt hat. Sie sind ein Update der 2017 unter Etienne Schneider (LSAP) ausgearbeiteten ersten Leitlinien. Das Update entstand vor dem Hintergrund des Ukraine-Krieges, wachsender Block-Konfrontation und der neuen Nato-Strategie.

Da der Verteidigungsfall denkbarer geworden ist, macht der 60 Seiten lange Text an vielen Stellen Ernst. Zum Beispiel sei eine „spezifische“ Gesetzgebung für die Armee nötig, über Arbeitszeit und Disziplin, die Durchführung von Einsätzen, aber auch über einer Militärgerichtsbarkeit. Weil die Luxemburger Verteidigungsbeiträge zu Nato und EU mit dem verfügbaren Personal stehen und fallen, wird Partnerschaften mit Belgien und Frankreich ein hoher Stellenwert zugemessen, etwa in der Militärmedizin. Verteidigungspolitik als solche beschreiben die Leitlinien als ressortübergreifend. Eine „approche intégrée“ der gesamten Regierung sei dazu nötig.

Die Verteidigungsausgaben, die bis 2028 auf ein Prozent des BIP steigen sollen, würden laut den Leitlinien anschließend auf dieser Höhe gehalten. Weil schon das Fragen nach der Absorptionsfähigkeit des vielen Geldes durch die Armee aufwirft, kündigen die Leitlinien an, Luxemburg werde sich in der Nato bei Diskussionen über höhere Ausgaben dafür einsetzen, das Bruttonationaleinkommen anstelle des Bruttoinlandsprodukts zur Berechnung des *effort de défense* heranzuziehen. Die Personalfrage für die Armee ist damit ebenfalls verknüpft. Dem *Land*, dem die Verteidigungsdirektion die Leitlinien unter Embargo vorab zur Verfügung gestellt hatte, da die Pressekonferenz nach Redaktionsschluss dieser Ausgabe stattfand, erklärte François Bausch in einem kurzen Vorab-Gespräch, er sei mit dem Staatsrat übereingekommen, dass das neue Organisationsgesetz für die Armee noch vor den Sommerferien zur Abstimmung im Parlament kommen soll. Der Gesetzentwurf ist seit September 2021 deponiert und soll insbesondere neue Karrieren bei der Armee definieren. Auf ihrer Basis erhofft Bausch sich eine Steigerung der Attraktivität der Armee als Arbeitgeber. Die Leitlinien stellen fest, die Luxemburger Gesellschaft habe Werte angenommen, die „moins comparables avec l’éthos militaire“ seien (Foto: Olivier Halmes). pf

P E R S O N A L I E N



Elisabeth Margue,

Kopräsidentin der CSV, erklärte am Montag im *Quotidien*: „Il faut savoir que politique communale et politique nationale forment un tout.“ Das ist die klarste strategische Aussage zum Machtanspruch der CSV, die das heute offenbar anders sieht als vor den Gemeindewahlen 2011, als die Regierungskoalition mit der LSAP noch bestand und der damalige CSV-Präsident Michel Wolter meinte, im Unterschied zum Ausland seien Kommunalwahlen hieszulande keine nationalen Testwahlen. Margue zog den Zusammenhang sogar noch enger, als sie andeutete, die Ende April von der CSV vorgestellten vier großen Themen für die Gemeindewahlen seien eigentlich nationale: Sie hätten „toutes aussi une composante communale“, und nur „dans un premier temps“ liege die Aufmerksamkeit auf den Gemeindewahlen (Foto: Olivier Halmes). pf

Xavier Bettel,

Premierminister (DP), wird in EU-Kreisen seit einer Weile als möglicher Nachfolger des Belgiers Charles Michel für den Ratsvorsitz gehandelt. *Les Échos* schrieb am Mittwoch, sofern die Europawahlen nichts Wesentliches am derzeitigen Kräfteverhältnis der Parteien ändern und die EVP stärkste Fraktion im Parlament bleibt, sei ein zweites Mandat Ursula von der Leyens als Kommissionspräsidentin denkbar. Was sowohl in Berlin wie Paris befürwortet werde. Bei der Vergabe weiterer Spitzenämter, die im Ausgleich zwischen Ost-

und Westeuropa sowie je nach politischer Familie vollzogen würden, sieht die Zeitung sowohl den sozialistischen Premier Portugals, Antonio Costa, als auch den Liberalen Bettel als Anwärter für die Nachfolge Michels. pf

Maksimilian Woroszylo,

Präsident der ADR-Jugendpartei Adrenalin, reiste diese Woche (wie schon 2022) nach Budapest, um auf der Konferenz des trumpistischen Konservativen Political Action Committee (CPAC) seine Kontakte zur internationalen Rechten zu pflegen. Zu den Rednern zählten der ungarische Premier Viktor Orban und der ehemalige Präsident des deutschen Verfassungsschutzes, Hans-Georg Maaßen; der frühere US-Präsident Donald Trump meldete sich per Videobotschaft. Viele der Teilnehmer hätten gegen die liberale Demokratie, Menschenrechte, Feminismus, queere Menschen und Geflüchtete gewettert, berichtete die „Tagesschau“ der ARD. Auf der Konferenz seien auch gängige antisemitische und verschwörungsideologische Bilder bedient worden. Woroszylo ließ sich vor einem Bogen mit der Aufschrift „No Woke Zone“, mit der ungarischen Präsidentin Katalin Novák von der Fidesz und dem rechtskonservativen Schweizer Verleger Roger Köppel ablichten und setzte die Bilder auf *Twitter*. Nur der extremen Rechten gut gesinnte Pressevertreter waren zu der Konferenz zugelassen. Von Budapest brachte Woroszylo offenbar neue Ideen mit, denn am Montag forderte Adrenalin im *Wort* eine legale Basis für das Recht auf Selbstverteidigung mit Schusswaffen. 2014 hatte schon Fernand Kartheiser an der Conservative Political Action Conference in Washington teilgenommen und anschließend in seinem Blog geschwärmt: „A wat eng Freed wor et ze gesinn wéi déi amerikanesch Politikerinnen den idiotische Feminismus veruertelt hunn!“ oder: „Mat Genoss konnt ech verfolgegen wéi mat där huerer Klimawandel-Ideologie well operäumt gëtt.“ Er schloss unter anderem mit den Worten „Vive d’National Rifle Association.“ Ob



aus Maks Woroszylo tatsächlich einmal ein politischer Hardliner wie Kartheiser wird, bleibt abzuwarten. Ganz sicher scheint er sich noch nicht zu sein, ob er eine politische oder eine künstlerische Karriere einschlagen will. Seit zehn Jahren veröffentlicht Woroszylo unter dem Pseudonym Marenelo Lieder auf Streaming-Plattformen. Seine Leidenschaft gilt Musikgenres mit afroamerikanischen Wurzeln. Anfangs rappte er, seit einigen Jahren nimmt er auch soulige Balladen auf. Viele seiner Texte handeln von Liebe und Beziehungen. Sein auf *Spotify* meistgestreamter Song trägt den Titel „La vie en rose“. ll

G E S U N D H E I T

Risiko für die AMMD

Der Ärzteverband AMMD könnte sich selber schaden, falls er kommende Woche, wie schon 2018, seine Mitarbeit in der Nomenklaturkommission suspendiert, die dem Sozialminister Vorschläge für neue Tarife in den Gebührenordnungen macht. Denn dann geriete eine Reihe neuer Arzttarife in Verzug. *Land*-Informationen nach sind in der Kommission neue (auch höhere) Tarife für Gefäßchirurgie, Dermatologie und Endokrinologie spruchreif. Die beiden letztgenannten Disziplinen zählen zu jenen, in denen wenig verdient wird. 2021 hatten laut Generalinspektion der Sozialversicherung Dermatologinnen und Endokrinologen im Schnitt Jahres-Honorareinnahmen (vor Praxiskosten, Steuern und Sozialabgaben) von rund 250 000 Euro. Der Durchschnitt über alle Ärzt/innen lag bei 350 000 Euro, im Spitzenfach Radiologie bei 750 000 Euro. Vor etwa zwölf Jahren wären um ein Haar sämtliche Dermatolog/innen aus Frust über ihre Tarife aus der AMMD ausgetreten. Die Dermatologische Gesellschaft hatte darüber abstimmen lassen, aber einen Rückzieher gemacht, um die nationale Repräsentativität

der AMMD nicht zu beschädigen. Weitere Disziplinen, für welche die Tarifik Diskussionen in der Nomenklaturkommission zumindest fortgeschritten sind, sind Ophthalmologie, Hals-Nasen-Ohren-Medizin, Gynäkologie, Neurologie, Strahlentherapie und Gastroenterologie. Das Potenzial für AMMD-internen Ärger, falls die Tarifänderungen verschleppt werden, scheint demnach nicht unbedeutend zu sein. pf

W O H N U N G S B A U

Net Demandeur

Ein paar Tage, ehe der grüne Wohnungsbauminister Henri Kox gestern in der Handwerkskammer seine Wohnungsbau-Assisen fortsetzte, schrieb der Dachverband der Sozialämter (EOS) eine kritische Stellungnahme zum Gesetzentwurf über die Schaffung erschwinglichen Wohnraums. Der Entwurf definiert „promoteurs sociaux“ und „bailleurs sociaux“. Die EOS ist dagegen, die Sozialämter zu sozialen Vermietern zu machen. Denn *bailleurs sociaux* sollen erschwingliche Mietwohnungen Suchende beraten und ihre Dossiers verwalten. Sie würden erschwingliche Mietwohnungen zuweisen, deren Wartung vornehmen lassen und hätten dafür zu sorgen, dass ihre Mieter/innen keinen Ärger machen. Die EOS beklagt, dass Kox sie nicht konsultiert habe. Die Sozialämter würden in erster Linie Sozialhilfen vergeben und seien damit bereits voll ausgelastet. Zwar beträfen 80 Prozent der Sozialhilfe-Dossiers Hilfen zur Miete, so EOS-Präsidentin Ginette Jones zum *Land*. Doch daraus zu schließen, dass die regional durchorganisierten Ämter die Rolle von Vermietern in Gemeinden übernehmen könnten, die keinen eigenen Service Logement haben, sei falsch. Auch hätten bei weitem nicht alle Bezieher/innen von Mietbeihilfen eine soziale Begleitung nötig, wie der Minister zu glauben scheine. Hilfreicher wäre deshalb, die Wohnungsdienste der Gemeinden zu stärken. pf

Blog

Kueben, Mini-Aachtercher an Heescherei

Sarah Pepin



Lydie Polfer und Serge Wilmes beim City Breakfast

Auf dem City Breakfast kommuniziert die Stadt Luxemburg – je näher die Wahlen rücken, desto greifbarer und skurriler wird die Law-and-Order-Offensive. Ein Theaterstück in drei Akten

Akt 1 – Aufwärmübung

22. Februar, blauer Himmel, die Sonne scheint dem Knuedler ins noch winterliche Gesicht. Im Multimediasaal des Hôtel de Ville hängt die Stadtkarte wie eine Verheißung an der Wand. Das Villerooy & Boch Geschirr steht bereit, *Mini-Aachtercher*, Schnecken und *pains au chocolat* liegen ordentlich auf einem Tablett nebeneinander. Eine Handvoll Journalisten haben sich eingefunden. Einer von ihnen raunt, früher sei hier noch diskutiert worden, das sei alles längst vorbei. Um 8.45 Uhr betreten die Bürgermeisterin Lydie Polfer (DP) und der erste Schöffe Serge Wilmes (CSV) den Raum. Wilmes in seiner gewohnten Montur mit schwarzem Blazer und weißem Hemd, die Bürgermeisterin trägt die umgedrehte Kombination. Sie beginnt mit dem Wesentlichen. Stolz verkündet sie, gestern habe man ein Kollektivvertrag für die 2 555 Beschäftigten der Stadt Luxemburg unterschrieben. Sie nennt es einen Meilenstein, einen Paradigmenwechsel, der die nächsten 30 Jahre Bestand haben wird. „Nodeems en à l'unanimité ugeholl gouf, si mer all zesummen iesse gaangen. Dat hate mer scho laang net méi gemaach!“

Der nächste Punkt auf der Tagesordnung betrifft die für die Wahlen eingeschriebenen Ausländer. Derzeit läge man mit 6 172 registrierten Wähler/innen unter den Zahlen von 2017, doch gebe man sich äußerst viel Mühe, mehr Leute ins Boot zu holen. 74 000 hätten die Möglichkeit, zu wählen. Serge Wilmes nickt. Doch man könne ja auch niemanden zwingen, fährt Lydie Polfer fort. Man lebe – Gottseidank! – immer noch in einer freien Gesellschaft.

Der erste Schöffe spricht weniger als die Bürgermeisterin – bis es um die Raben geht, dann wird ihm das Wort für eine eindrückliche Darbietung erteilt. Erstmal unterstreicht er, Raben stünden unter Naturschutz. Er rät, sich ein Video anzuschauen, wie ein Rabe eine Nuss unter ein Auto legt, um sie knacken zu lassen. Das zeige sehr gut, wie intelligent die Tiere seien. Das größte Problem stellen sie derzeit jedoch am Boulevard Marcel-Cahen in Merl dar, wo sage und schreibe 174 Nester so verorten sind, sagt Serge Wilmes. Da Raben brave Monogamen sind, muss diese Zahl mal zwei multipliziert werden, um genau zu wissen, wie viele Vögel dort ihren Stuhlgang auf die sehr teuren Autos entleeren. Zwischen November und Dezember habe man die Kolonien einigermaßen unter Kontrolle gehabt. Aber wichtig sei nun ein nationaler Rabenmanagementplan, der bis Ende dieses Jahres aufgestellt werde – doch da man selbst keinerlei ornithologischen Kenntnisse habe, arbeite man nun mit holländischen Experten zusammen.

Während des Raben-Monologs steht die Bürgermeisterin auf, um sich eine Tasse Kaffee und eine Mini-Schnecke zu holen. 16 Nester wurden in der Nähe der Schule auf dem Boulevard entfernt, sagt Serge Wilmes. Um die Probleme zu reduzieren, könne man die Bäume zurückschneiden, nachhaltiger sei aber eine Umsiedlung der Raben. Wie die Raben darauf reagieren, das müsse man sehr genau beobachten.

Daraufhin sagt Lydie Polfer kleinlaut: „Ech hat och eng Kéier e Kueb, wéi ech ganz kleng war.“ Kurz geht es noch um Pop-Up Stores, ein weiteres Spezialgebiet des Schöffens. Lydie Polfer hat vor Kurzem einen ihrer Ohrhinge verloren, sagt sie in diesem Kontext. Dann bittet sie Serge Wilmes darum, ihr die Telefonnummer der Juwelierin zu geben.

Akt 2 – Offensive

22. März, verhangener Himmel, kein Frühling in Sicht. Die anwesenden Journalist/innen diskutieren darüber, ob man mit den Gemeindepolitiker/innen noch diskutieren kann. 8.42 Uhr, Serge Wilmes und Lydie Polfer betreten den Multimediasaal. Sie beginnt mit den guten Nachrichten: Mittlerweile haben sich 8 814 Nicht-Luxemburger/innen für die Gemeindevahlen registriert, was die Teilhabe auf 10,87 Prozent erhöht. In erster Linie Franzosen, gefolgt von Portugiesen. „Mir wëlle keen Harcèlement bedriewen, et bleift ee Choix“, sagt die Bürgermeisterin. Die personalisierten Briefe, die in den Briefkästen landeten, hätten maßgeblich zu dieser erfreulichen Erhöhung beigetragen. Wenn jemand findet, dass es hier gut laufe und sich aus diesem Grund nicht beteiligen wolle, müsse man auch das akzeptieren. Diese Einstellung werde weiter durch die hohe Fluktuation bedingt, die andere Gemeinden in diesem Maße nicht hätten, sind sich Wilmes und Polfer einig.

Luxemburg-Stadt sei beim *People's Award* als beste Gemeinde des Landes prämiert worden, Londoner und Australier/innen würden sagen, nirgendwo seien sie so willkommen geheißen worden wie hier, erzählt Lydie Polfer. „Den enorme Wuesstem huet net nëmme positiv Konsequenzen, mee e bréngt viles wat vun de Leit geschätzt gëtt.“ Sie seufzt. „Mir maachen eist Besch.“ Eine Journalistin fragt, ob ein Ausländer sein Wahlrecht bei einem Umzug außerhalb von Luxemburg-Stadt automatisch mitnimmt. Darauf hat die Bürgermeisterin keine Antwort parat. Sie ruft den Abteilungsleiter an, und erklärt ihm über ihr Telefon, die Information müsse korrekt sein. Ihrer Mitarbeiterin ruft sie zu, sie solle ihre Informationssuche stoppen, um sich sofort zu verbessern: „Dir däärfst ophalen.“

Heute sind erstaunlich viele Journalist/innen erschienen. Grund dafür könnte der nächste Punkt auf der Tagesordnung sein, die privaten Security-Firmen und das Bettelverbot. „Wir warten ungeduldig darauf, dass die Kameras am Hamilius wieder einsatzfähig werden“, sagt Lydie Polfer. Ihr Handy klingelt, der Abteilungsleiter ist an der Strippe. Er antwortet ihr, bei einem Umzug in eine andere Gemeinde nehme man sein Wahlrecht mit. Sie wendet sich der Sicherheitsfrage erneut zu. „Et ass net vu Muttwëll“, moniert sie im Hinblick auf die „Attacken im Park“. Diese Thematik geht nahtlos über in eine Diskussion über das Betteln in der Stadt, eine unerträgliche Situation, wie es die Bürgermeisterin nennt. Der Platzverweis, der letzten Sommer gestimmt wurde, habe nicht viel gebracht (*d'Land*, 15.07.2022). „Mir deelen eise Mantel all Dag mat denen Leit, déi et brauchen“, erklärt sie. Serge Wilmes nickt. „Mir liewe Sozialpolitik, hei an der Stad brauch keen ze heeschen“, fügt er hinzu, und listet Streetwork-Initiativen wie *À vos côtés*. „Mir hunn et hei mat Leit ze dinn, déi keng Hëllef unhuele wëllen“, meint Lydie Polfer, und weiter, im Hinblick auf einen

„Ech hat och eng Kéier e Kueb, wéi ech ganz kleng war.“

Lydie Polfer, Bürgermeisterin

psychisch eingeschränkten Mann, „an déi een ... jo, amfang muss virun sech selwer schützen“.

Die Stimmung im Saal verändert sich. Drei Journalistinnen hintereinander fragen mit Nachdruck, wie ein Bettelverbot konkret umgesetzt werden solle. Eine Antwort darauf geben Polfer und Wilmes nicht, verweisen stattdessen auf Polizei und Justiz und die Bürgermeister von Diekirch, Düdelingen und Ettelbrück, die ein solches Verbot bereits eingeführt haben. Ein Mann, den man früh morgens sehe, dem fehlten die Beine – der habe mit Sicherheit nicht alleine den Weg hierher gefunden, sondern durch organisierte Banden, die Menschenhandel betreiben. „Das müssen wir im Auge behalten, sonst werden es immer mehr“. Am Ende bemüht sie in der Sicherheitsfrage den Sisyphe-Mythos.

Akt 3 – Apotheose

26. April. „Endlech e bësse schéint Fréijoerswieder“, sagt Lydie Polfer zur Begrüßung. Dann geht es schnell zur Sache. Kriminelle Überfälle in der Stadt seien Polizeidaten nach um 25 Prozent gestiegen, 40 Prozent der Kriminalität im Land finde auf dem Stadtgebiet statt. Im Hinblick auf die Kinnekswiss habe sich die Situation mit Messerattacken „staark verschlechtert – do ass eng aner Marschrout gefuerdert“. Die Bürger/innen der Stadt wollen mehr Sicherheit, mehr Überwachung, erklärt sie. Deshalb habe sich der Schöfferrat dazu entschlossen, die Security-Firmen wenn möglich zwei Stunden länger patrouillieren zu lassen, sodass sie bereits um 15 Uhr anfangen. Angst haben, überfallen zu werden, wenn man den Park durchquert, das können wir nicht tolerieren, fügt Serge Wilmes nickend hinzu. Beide beschweren sich, weder genug konkrete Daten zu Gewalt noch genug repressive Mittel zu haben, um die Situation in den Griff zu bekommen und beklagen einen Mangel an Transparenz. „Die Hoffnung stirbt zuletzt“, seufzt die Bürgermeisterin abschließend.

Dann darf Serge Wilmes sprechen. Darüber, dass im Stadtpark Sträucher entnommen werden, damit er in einen ursprünglicheren Zustand gebracht wird, und dass das zur Folge haben wird, dass man sich weniger gut verstecken kann. Die Eröffnung des Spielplatzes im *Bambësch* und die des Parks in Gasperich finden noch vor den Wahlen statt, erklärt er stolz. Weitere Spielplätze der Stadt folgen, auch der Knuedler bekommt mehr Grün, und der *Fakelzuch* findet zum ersten Mal seit 2013 wieder auf dem Platz vor dem Hôtel de Ville statt, der Markt kehrt zurück – und ein Projekt um Limpertsberg und das neue Viertel in Muhlenbach durch eine Brücke mit dem *Bambësch* für den Fußgänger- und Fahrradverkehr zu verbinden wird geprüft. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Pi mal Daumen

Seit der Rückkehr der Inflation verlangen allerlei Parteien die Anpassung der Einkommensteuertabelle. Um die kalte Progression, reale Steuererhöhungen durch nominale Lohnerhöhungen, zu beenden. Das können die Liberalen nicht auf sich sitzen lassen. Sie sind die Steuersenkungspartei. Der Wahlkampf ist ihnen heiliger als die Haushaltsdisziplin. Am 3. März bot die DP der Tripartite eine Anpassung der Steuertabelle an zweieinhalb Indextranchen an. Die Sozialpartner nahmen das Angebot dankend an.

Anfang April erhielt der parlamentarische Tripartite-Ausschuss einen entsprechenden Gesetzentwurf. Seither ist es dort ruhig. Vielleicht wegen der Saumseligkeit seiner Mitglieder. Vielleicht weil die Regierung ein halbes Jahr abwarten will. Um den verehrten Mittelschichten kurz vor den Wahlen einige hundert Euro auf einmal auszuzahlen. Statt läppische 44 Euro pro Monat.

Die Steuertabelle soll erst ab nächstem Jahr angepasst werden. Es wäre möglich gewesen, die Einkommensstufen rückwirkend zum 1. Januar 2023 um zweieinhalb Indextranchen zu erhöhen: Die seit Januar zu viel einbehaltenen Beträge hätten bei der Besteuerung der Juni- oder Juli-Löhne von der Steuerlast abgezogen werden können. Das hätte auch die Steuererklärung der Haushalte und Selbstständigen für 2023 nicht berührt. Sie ist erst für Ende nächsten Jahres fällig.

Stattdessen einigte sich die Tripartite auf eine Steuergutschrift für 2023. Das Abkommen wünscht sie „basé sur l'adaptation du barème de l'impôt sur le revenu à hauteur de 2 tranches indiciaires“.

Das Steueramt sollte eine alchemistische Formel finden: um einen Inflationsausgleich der progressiven, nach Klassen unterteilten Steuertabelle in eine gleichwertige Steuergutschrift zu verwandeln. Das Ergebnis soll Umverteilungen verhindern, real beständig bleiben und nominal gut aussehen.

Das Steueramt rechnete Pi mal Daumen: Ein Bruchteil des Bruttolohns minus den Eingangsbetrag jeder Einkommensstufe plus eine Pauschale. Für drei Einkommensstufen wird die labile Formel gleich durch einen Pauschbetrag ersetzt. Fertig ist der „crédit d'impôt conjoncture“ (CIC).

Nächstes Jahr wird die Steuergutschrift durch eine Anpassung der Steuertabelle ersetzt. Es darf keine Enttäuschten geben.

Deshalb soll die Gutschrift progressiv wie die Steuertabelle sein. Statt 23 Einkommensstufen zählt sie nur acht.

Linear steigt die Steuergutschrift für die niedrigsten Bruttoeinkommen zwischen 2 100 und 4 600 Euro monatlich. Für die Arbeiterinnen, kleinen Angestellten und Rentner. In Klasse 1 bekommen sie ab etwas weniger als dem Mindestlohn pro 100 Euro Einkommen anderthalb Euro mehr. Ab 4 600 Euro gelten dann im Wesentlichen Pauschbeträge von 44 oder 48 Euro monatlich. Oberhalb des Mittelstandsbuckels macht der Pauschbetrag 54,25 Euro aus.

Statt an zweieinhalb Indextranchen soll die Steuergutschrift nur der Anpassung an zwei Tranchen entsprechen. Sie tut nicht einmal das

Für 2023 gaben sich die Gewerkschaften mit einer Steuergutschrift im Gegenwert von zwei Indextranchen zufrieden. Statt zweieinhalb Indextranchen wie 2024. In der Salariatskammer fanden sie nun heraus, dass nicht einmal das der Fall ist.

Die Salariatskammer hat für ihr Gesetzesgutachten errechnet: Ab Löhnen von 5 000 oder 6 000 Euro, je nach Steuerklasse, fällt die Steuergutschrift niedriger aus als eine Anpassung der Steuertabelle an zwei Indextranchen. Von zweieinhalb nicht zu reden. Die nach der Einkommensteuerschuld berechnete Solidaritätssteuer wird nicht parallel gesenkt.

In der Steuerklasse 1a ist die Steuergutschrift bei allen Einkommen ungünstiger als eine Anpassung der Steuertabelle. Nach 1a werden Alleinerziehende besteuert. DP, LSAP und Grüne „stärke besonnesch déi allengerzéiend Mammen oder Pappen“. Das versprach Premier Xavier Bettel 2018 in seiner Regierungserklärung. Nun erhalten Hausfrauenehen bis Jahreseinkommen von 80 000 Euro durch die Steuergutschrift deutlich mehr Geld als durch eine Anpassung der Steuertabelle. ● Romain Hilgert



Der Wahlkampf ist der DP heiliger als die Haushalts-

disziplin. Premier Xavier Bettel nach Abschluss der

Tripartite vom 3. März

„Wir machen das aus Liebe zum Wald“

Stéphanie Majerus

Buchen sollen Brennholz liefern, Wälder für Entspannung und Artenschutz sorgen, ein Gesetz für Nutzungsklarheit – das *Land* auf Erkundungstour durch den Forst

Der Direktor der Natur- und Forstverwaltung, Frank Wolter, zeigt auf ein Gatter hinter dem eine 200-jährige Eiche steht. An deren Fuß sprießt feingliedrig junges Gehölz. Man hofft, durch solche Zäune den Eichenbestand zu fördern, „aber wir können den Wald nicht mehrfach abzäunen“. Der Drahtzaun soll die Bäume vor Rehen schützen; „junge Eichen werden von den Tieren weggeknabbert, sie haben kaum noch Gelegenheit, hochzuwachsen“. Wir befinden uns in einem Laubwald bei Beckerich, laufen ein paar Schritte und stoßen auf neuangeplante Eschen, deren Rinde bereits von Rehen zerfurcht und zerbitzen wurde. Zudem setzt das Eschetriebsterben dieser Baumart zu. Förster Thierry Hollerich zeigt auf abgestorbenes, orange-braun verfärbtes Rindengewebe und Rindennekrosen, das die Krankheit ausweist. An seiner Seite wühlt Lea im Waldboden, ein über *LuxBazar* vermittelter Australian Sheperd. Frank Wolter kommentiert: „Der Klimawandel verstärkt diese Pandemieeffekte.“

In ein paar Dekaden wird der hiesige Wald sein Gesicht verändert haben. Wie genau, das weiß niemand. Verschwinden wird jedoch die Fichte, da sind sich Forstwissenschaftlerinnen sicher. Es ist ein aus dem Norden stammender flachwurzelnder Baum, der Dürreperioden nicht überleben kann. Der Kopf der Forstverwaltung ist nicht gänzlich pessimistisch, Bäume seien anpassungsfähig und genetisch robust, „wir hoffen deshalb, dass Bäume wie Buchen und Eichen den Wandel überstehen“. Diesen Prozess sollen Mischwaldkulturen unterstützen, „falls eine Art verschwindet oder krank wird, kann eine andere sich ausbreiten“. Doch auch den Buchen geht es laut dem Waldzustandsbericht, der im Herbst 2022 veröffentlicht wurde, nicht gut. Etwas weniger als vier Prozent aller Buchen seien noch vital. Dass Buchen am Absterben sind, erkennt man im Sommer an einem löchrigen Blätterwerk und kahlen Ästen. Zudem zeigen Blattverfärbungen an, dass der Stoffwechsel nachlässt: In den Trockenperioden der letzten Jahre verdunstete mehr Wasser über die Blätter, als über die Wurzeln nachkam – die Bäume verhungerten. Für Teile des Gréngewald ist das ein gravierendes Problem, denn hier sind mancherorts um die 95 Prozent Buchen.

Bis Ende des 19. Jahrhunderts war Holz die Hauptenergiequelle. Deshalb war die Anbaurotation beschleunigt, kaum ein Baum lebte länger als 25 Jahre

„Wie der Wald von Privatbesitzern derzeit wahrgenommen und bewertet wird, hängt noch immer mit seiner forstwirtschaftlichen Rentabilität zusammen“, moniert Frank Wolter. Aber er biete viel mehr: Er filtert Regenwasser zu Trinkwasser und ihm kommt eine wichtige Rolle beim Schutz der Artenvielfalt zu. Wir laufen an einer mit weißem Dreieck markierten Eiche vorbei. Das Zeichen soll verhindern, dass der Baum gefällt wird. Ein Kriterium für seine Auszeichnung ist ein von einem Specht sauber hineingestochener Eingang unter der morschen Krone: Die Eiche ist zu einem Hotel für tierische Waldbewohner mutiert; vor allem Fledermäuse mögen den dunklen Innenraum. Früher war es üblich, dass jeder abgestorbene Baum sofort abgetragen wurde, heute lässt die Forstverwaltung Bäume zumeist liegen, sie zersetzen sich, werden zu reichhaltigem Humus. „Der Wald ist ein sensibles Zusammenspiel von unterschiedlichen Gegebenheiten: So können Lichtungen das Wachstum von Arten wie Kiefern begünstigen, während wiederum zu viel Sonnenlicht nicht förderlich ist, da es den Wald im Sommer zu stark erhitzt“,

erklärt Frank Wolter. Die Verwaltung kümmert sich um 2 000 Hektar *Naturbësch* von circa 45 000 Hektar insgesamt. 45 000 Hektar – das ist der Anteil an öffentlichem Waldbesitz, in Luxemburg ist zusätzlich der gleiche Anteil in privater Hand. Auf Buchen, Eichen und – bisher noch – Fichten stößt man im Großherzogtum am häufigsten. Etwas mehr als ein Drittel des Landes besteht aus Waldflächen.

Früher war der Wald in einem noch schlechteren Zustand. Der promovierte Agrarwissenschaftler Frank Wolter führt in einem Artikel aus, der 2015 anlässlich des 175-jährigen Bestehens der ANF publiziert wurde, dass Holz bis Ende des 19. Jahrhunderts die Hauptenergiequelle war. Deshalb war die Anbaurotation beschleunigt, kaum ein Baum lebte länger als 25 Jahre – zu kostbar war Holzkohle. Zudem waren bis nach dem ersten Weltkrieg Rodungen in Luxemburgs Wäldern erlaubt. Andere Gründe für desolate Waldbestände waren bürokratischer Natur: Förster bedurften um die Jahrhundertwende keiner Ausbildung und eine hohe Gemeindeautonomie führte dazu, dass der ein oder andere Bürgermeister Waldparzellen herunterwirtschaftete.

Immer häufiger organisieren Primarschullehrer Ausflüge in den Wald. Es werden dann Fang- und Versteckspiele sowie Pflanzenbestimmungen unternommen, gelegentlich werden sie von einem Förster begleitet, der ihnen Aufgaben wie den Bau eines Insektenhotels gibt. „Man stellt fest, dass es den Kindern Freude bereitet mit Hammer und Säge zu werkeln. Die feinmotorische Begabung ist dabei sehr unterschiedlich ausgeprägt“, sagt Thierry Hollerich. Mittlerweile betreibt die ANF fünf Naturzentren wie in Burfelt und Remerschen. Im Winter war Heizenergie besonders teuer, waren vielleicht außer Schulklassen auch Holzklau-Banden unterwegs? Beide verneinen, „eis sinn elo nach keng Fäll vun Holzklau an der Energiekris opgefall“. Vor fünfzehn Jahren war das anders; im Westen des Landes und den belgischen Ardennen waren illegale Holzhändler mit Containerlastwagen unterwegs. „Vermutet wird, dass das Holz an China weiterverkauft wurde, da zu dem Zeitpunkt dort Holz teuer war“, erläutert der Direktor der Forstverwaltung. Illegaler Holzein-

schlag ist dennoch weltweit stark verbreitet. Interpol schätzt, dass etwa 30 Prozent des globalen Holzhandels illegalen Ursprungs ist. Alle zwei Sekunden wird eine Fußballfläche Wald illegal abgeholzt. Neben den Tropen und Russland ist in der EU Rumänien für den Raubbau bekannt.

Im Wellerbësch, ein Wald oberhalb des Campingplatzes in Ettelbrück, geht es auf 2,6 Kilometern ruhig zu. Das Vereinsmitglied des regionalen Tourismusbüros Lucas Thiltges hat mit dem Förster, Gemeinderat und Gleichgesinnten überlegt, wo sich ein „Waldbaden-Pfad“ anlegen ließe. Vor drei Jahren – in der Coronapandemie – weihte ihn der Tourismusminister Lex Delles (DP) in Mokassin ein. An diesem Freitagnachmittag laufen wir über wattweiches, nahezu giftgrün schimmerndes Moos. Man solle darauf achten, was man höre, rieche, sehe, spüre, so steht es an verschiedenen Tafeln am Wegrand empfohlen. „Aber ich bin kein Instruktor fürs Waldbaden, der Weg soll nur ein Impuls geben, um sich intensiver auf den Wald einzulassen“, sagt der dreißigjährige Lucas.

Shinrin-Yoku, japanisch für „Baden im Wald“, ist ein Begriff des japanischen Forstministeriums aus dem Jahre 1982. Shinrin-Yoku heißt mit allen Sinnen in die Stille des Waldes einzutauchen. Wissenschaftliche Grundlagen, um den Trend zu unterstützen, liefert vor allem Quing Li von der Nippon Medical School in Tokio. Seine kontrollgruppengestützte Studien lieferten Hinweise, dass Herz-Kreislauf-Funktionen und das Immunsystem der Waldbadenenden unterstützt werden. Vermutet wird, dass die therapeutische Wirkung auf Terpenen beruht, die in ätherischen Ölen enthalten sind und die aus Rinden und Blättern ausdünsten und die Waldspaziergänge über die Haut und Atmung aufnehmen. Sie beruhigen den Sympathikus, also den Teil des vegetativen Nervensystems, der das Gefühl des Gestresst-Seins auslöst.

Das Interesse an der Immersionspraxis begann, als Lucas Thiltges ein Radiointerview mit Eric Brisbare hörte. Der ausgebildete Ingenieur, Eric Brisbare, ist Bergführer, Sylvotherapeut und Pwc-Mitarbeiter in Luxemburg. Er hatte Auftritte in sämtlichen fran-

kophonen Medien. Spricht dann darüber, dass man wieder barfuß durch Wälder gehen sollte, „on a perdu l'habitude d'avoir cette sensation“. 2016 schreibt *L'Essentiel*: „Um dem Druck zu entfliehen, der seine beruflichen Aufgaben begleitet, hat der Franzose beschlossen, den Planeten zu erkunden.“ Er war auf dem Mont-Blanc, Anapurna und Bergen der Anden. Im gleichen Jahr wird ein *Youtube*-Video mit ihm veröffentlicht, in dem er sich beschwert, dass „wir“ heute „ständig vor dem Smartphone“ sitzen, man habe vergessen sich mit der „Natur und sich selbst zu verbinden“. Nach dem Radiobeitrag schreibt sich Lucas Thiltges in ein Waldbaden-Kurs mit Eric Brisbare in den Vogesen ein. „Wir übten mit unseren Sinnen den Wald zu erspüren und tauschten uns darüber in der Gruppe aus“. Der Franzose half ihm später, den Weg in Ettelbrück zu konzipieren.

Es nieselt, riecht gut und der Wald liegt geschützt vor dem Lärm der Nordstraße Richtung Feulen. Wir laufen an einem Baum vorbei, der einen schnurgeraden Riss in seiner Borke aufweist. „Der wurde vom Blitz getroffen“, kommentiert Lucas Thiltges. Ob ich wüsste, wie man einen Baum umbringt? „Man muss die Rinde in seiner Umrundung konsequent beschädigen“, erklärt er. Wenn er daran denke, dass die Laub- und Nadelwälder durch die Erderwärmung schwinden könnten, bekomme er Bauchschmerzen. Der CFL-Schaffner Lucas Thiltges teilt die pessimistische Gesellschaftsanalyse von Brisbare: „Wann ech moies op der Stater Gare Kaffi drénken, a gesi wéi do een iwwer deen aner mam Smartphone an der Hand spréngt, da froen ech mech heiansdo, wat dat soll.“ Das Gefühl, das einen durchströme, nachdem man ein paar Stunden draußen unterwegs war, sei unvergleichlich, urteilt der Vielwanderer, der unterwegs auch mal in seinem VW California übernachtet. Wenn er in den vergangenen Monaten in seiner freien Zeit nicht wandern war, hat er am „Literaturwee“ mitgearbeitet, einem 5,3 Kilometer langen Rundweg in Ettelbrück, an dem Tafeln mit Texten von 18 Luxemburger Autoren aufgestellt sind und der vor zwei Wochen fertiggestellt wurde.

„Gewalt, Gewalt!“, schreit im Wald in der Nähe von Wahl ein Motorsägen-Instruktor einer Frau zu. Er



Lucas Thiltges konzipiert in seiner Freizeit thematische Rundwanderwege wie den Waldbaden-Pfad in Ettelbrück

Olivier Hennes

will sie motivieren, mit mehr Kraft auf einen Keil einzuschlagen. Im Motorsägenkurs, organisiert vom Verein *Lëtzebuurger Privatbësch*, lernt man kontrolliert Bäume umzuhauen und für den Holzhandel zuzubereiten, sowie heikle Sägetechniken zu beherrschen, wie den Stechschnitt, bei dem die Schienenspitze im Umlenkbereich der Kette sägt. Wer die Motorsäge zu lapidar hält, dem kann sie durch den Kick-Back-Effekt nach oben an den Kopf geschleudert werden. „Meine Eltern haben Wald bei Vianden, heute ist mein Vater zu alt, um Waldarbeiten nachzugehen, da er mich aber nie an eine Motorsäge ranließ, besuche ich heute diesen Kurs“, erläutert die Frau ihre Entscheidung zur Teilnahme. Fast 82 Prozent des Waldes ist im Ösling in privater Hand. Die meisten sind allerdings Kleinstwaldbesitzer – im Durchschnitt bewirtschaften die insgesamt 14 000 Privatbesitzer jeweils 3,5 Hektar. Gemunkelt wird, dass Personen aus dem Vorstand des Vereins Lëtzebuurger Privatbësch einen überdurchschnittlich großen Waldbesitz aufweisen. Präsident ist derzeit Hubert de Schorlemer, ein Landwirt aus dem Osten des Landes; der Noch-Bürgermeister aus Lintgen, Henri Wurth, ist deren Generalsekretär.

Ein älterer Herr aus dem Minett, der ebenfalls am Kurs teilnimmt, hat vor kurzem zwei Hektar geerbt. Über Geoportal hat er die Parzellen ermitteln können. Nur ein jüngerer Kursteilnehmer bewirtschaftet keinen eigenen Wald: „Ich helfe einem Freund beim Fällen in Parzellen bei Grevels und Vichten“. Alle sind sich einig, dass mit diesen Waldgrößen ein finanzielles Nullsummenspiel – wenn überhaupt – einhergeht. „Wir machen das aus Liebe zum Wald“, behauptet die Frau aus Vianden. Und erzählt von der Fähigkeit der Bäume miteinander zu kommunizieren, zeichnet sie als soziale Wesen, die sinnliche Eindrücke entschlüsseln. Dabei scheint die Lektüre von Peter Wohlleben herauszustechen. Der Förster aus der Eifel veränderte mit seinen Weltbestsellern den Blick auf den Wald: Er schreibt über alte Buchen, die sich wie Mütter um ihren Nachwuchs kümmern. Bäume hätten einen Geschmackssinn und könnten Durstschreie ausstoßen. Unter Wissenschaftlern bleibt diese Art der Vermenschlichung umstritten.

Der Forstingenieur Winfried vom Loë, der den Verein *Lëtzebuurger Privatbësch* als Hauptberater leitet, meint ebenfalls „keiner lebt in Luxemburg von Waldbesitz“. Der Geldwert des Holzes nehme jedoch zu. Aus seinem Ende April veröffentlichten Jahresbericht geht hervor, dass die Rechnungen kompliziert sind: So haben beispielsweise seit 2021 die Holzpreise für durch Borkenkäfer beschädigte Stämme angezogen. 84 Prozent des verkauften Holzvolumens umfasst sogenanntes Kalamitätsholz. Zugleich ist seit dem Ukrainekrieg und der unmittelbar reduzierten Aktivität in der Bauindustrie, der Einschnitt in den Sägewerken gebremst worden, weshalb die Preise für Schnittholz von Nadelbäumen fielen. Beim Stammholz aus Laubbäumen sind allerdings steigende Preise zu beobachten, insbesondere Eichen erzielen finanzielle Höchstwerte.

Der Markt wird derzeit von belgischen Holzhändlern dominiert, die über den Hafen von Antwerpen nach Fernost weiterverkaufen. Vor allem in China ist die Nachfrage groß – nach Qualitätsholz aus Eichen und Buchen, aber auch vermoderte Fichtenbestände nehmen sie ab. Genaue Statistiken und Zahlen sind nicht aufzufinden und das Endziel des Holzes wird auf diesem freien Markt nicht reguliert, – wer am meisten bietet, bekommt den Zuschlag. Die drei Sägewerke aus Luxemburg kaufen ihr Holz ohne Zwischenhändler direkt beim Waldbesitzer. Zumindest für einige luxemburgische Holzhändler muss sich das Geschäft in der Mitte des 20. Jahrhunderts gelohnt haben. Aus dem Archiv der ANF ist zu vernehmen, wie sich der Förster Gaston Fohl an diese Zeit erinnert: „Ech hu fréier d’Planzen an der Mall vu mengem Auto gefouert. Dofir sinn ech da rosen ginn, wann Holzhändler wéi de Lorenz mat engem dëcke Mercedes bei mech koumen a sote se géifen deen a 4 Joer vun de Steieren ofsetzen.“

Unter den Kleinstprivatwald-Besitzern sind darüber hinaus einige unmotivierte Erben zu finden, die wenig Zeit haben, um ihren Wald zu bewirtschaften. Sie können ohne Eingriff Altholzinseln deklarieren, – die werden großzügig von der Naturverwaltung bezuschusst: mit 600 Euro pro Hektar im Jahr, für Natura2000-Zonen gibt es einen zusätzlichen Bonus. Altholzinseln sind Flächen mit einer Dichte von 30 Bäumen pro Hektar. Die Bäume müssen noch

stehen, ob sie bereits abgestorben sind oder nicht, spielt dabei keine Rolle. Daneben werden Prämien ausgeschüttet für Habitatbäume, also Bäume, die in erster Linie Lebensraum für andere Lebewesen bieten, und Mischwald-Bepflanzungen.

Um seine Mitglieder auf die neuen Umweltmaßnahmen einzustimmen, schreibt das Leitungspersonal in seinen Mitteilungen des *Lëtzebuurger Privatbësch* Sätze wie: „Man kann sagen, je wilder der Wald, desto gesünder ist dieser. Wir müssen von der Einstellung wegkommen, dass unsere Wälder schön sauber, also wie in unserem Wohnzimmer auszusehen haben. Der Wald ist Natur, und diese ist in den seltensten Fällen aufgeräumt und ordentlich.“ Zudem beschäftigt sich der Verein, in einem Vortrag mit Bertrand Charles, mit Fragen wie sie Lucas Thiltges und Eric Brisbare antreiben: Ob unsere Gesellschaft zu schnelllebig geworden ist und ob sie von der „Natur“ entkoppelt ist? Der Journalist Bertrand Charles, der sich auf LinkedIn als „Agitateur de la conscience écosystémique“ bezeichnet, empfiehlt, allein in den Wald zu gehen, bestenfalls 24 Stunden, um ihn mit seinen Sinnen wiederzuentdecken. Dabei solle man sich trauen,

„sich zu verlieren“. Er schlug vor, sich vermehrt wieder nachts im Wald aufzuhalten, die Nacht „mache den Unterschied“.

Als elektrische Leitungen noch nicht existierten oder spärlich gesät waren, löste vor allem das nächtliche Antlitz des Waldes Angst aus. Der Sagenschatz von Nicolas Gredt erzählt von diesen Zeiten. Über die Schankegricht, eine bewaldete Schlucht zwischen Grosbous, Schandel und Reimberg wird berichtet, hier ziehe jeden Abend das *Schanke Männchen* umher. Hundegebell und höllisches Geheul würde ihn umgeben, gelegentlich auch ein Pferdeskelett. Heute preist die nationale Tourismusagentur die „sagenhafte Schankegricht“ als „Highlight“ einer Rundwanderung an. Viele Ansprüche werden an den Wald gestellt: Er soll „sagenhaft“ sein und als Ort der Erholung dienen; er soll Bau- und Brennholz liefern; CO₂ binden und einen Lebensraum für Nachtigallen, Feuersalamander und Eichhörnchen bieten sowie als Trinkwasser-Filteranlage fungieren. Seit 2011 soll er überdies als letzte Ruhestätte Trost spenden. Mittlerweile wurden in Luxemburg 25 Waldfriedhöfe eingerichtet.

Der Markt wird derzeit von belgischen Holzhändlern dominiert, die über den Hafen von Antwerpen nach Fernost weiterverkaufen

Um diese Bedürfnisse zu regeln, hat die frühere grüne Umweltministerin Carole Dieschbourg das 400 Jahre alte Forstregelwerk überarbeiten lassen und in ein regelrechtes Waldgesetz transferiert. 2018 wurde eine erste Version vorgelegt, die das Biotop Wald besser schützen soll – und klar regelt welche Prämien den Privatbesitzern zugute kommen können. Erstmals formell festgehalten werden Zugangsrechte – grundsätzlich sind Waldgebiete für jeden Bürger betretbar – allerdings wird ein verantwortliches Verhalten erwartet. Verboten sind fortan Viehhaltung im Wald sowie die Anwendung von Pestiziden. Rechtsfragen im Falle eines Unfalls sind nun ebenfalls klarer geregelt. Gerungen wurde zwischen Privatwaldbesitzern, politischer Opposition und Naturverwaltung vor allem um genehmigungs- und meldepflichtige Eingriffe. Dass die Privatbesitzer Angst um ihre Autonomie haben, wurde noch zu Beginn dieses Jahres deutlich, als sich Winfried von Loë gegenüber dem Wort beschwerte: „Wir regeln uns tot, die Naturverwaltung kann nicht alles kontrollieren, – außer die Förster werden zu Waldpolizisten“. Die meisten Unstimmigkeiten seien nun geklärt, heißt es aus informierten Kreisen, und das Gesetz wird bald im Parlament zur Abstimmung landen. ●



Privatwaldbesitzer/innen nehmen an einem Motorsägenkurs teil

„Wa mer Police an Uniform gesinn, fille mer eis direkt méi sécher“

Luc Laboulle

Wegen vermeintlich steigender Kriminalität beantragte Fred Keup eine Interpellation. ADR, CSV und DP nutzten die Gelegenheit, um ihre Forderungen nach mehr Polizei und Überwachung zu verbreiten. Probleme lösen wird das nicht



Parademarsch der Polizei an Nationalfeiertag vor der Fusion mit der Gendarmerie

West Side Story Vor sechs Monaten hatte der ADR-Abgeordnete Fred Keup eine parlamentarische Interpellation über „Entwécklung a Bekämpfung vun der Kriminalitéit zu Lëtzebuerg“ beantragt. Die Kriminalität nehme „substanziell“ zu, Sicherheit und Sicherheitsgefühl gingen zurück, behauptete Keup. Laut Statec sei die Zahl der Straftaten gegen Personen in den vergangenen 20 Jahren um fast 400 Prozent gestiegen, die der Gewaltakte um fast 300. Darüber hinaus seien zwischen 2020 und 2021 rund 20 Prozent mehr Raubüberfälle registriert worden. Auch die Jugendkriminalität nehme zu, in den vergangenen Monaten habe die Polizei mehrere „brutale Banden“ identifiziert.

Jugendbanden sind im autoritären Diskurs der Inbegriff von Kriminalität und Unsicherheitsgefühl. Vor niemandem haben Kleinbürger scheinbar mehr Angst als vor unkontrollierbaren Halbwüchsigen, die gegen die Gesellschaftsordnung rebellieren und dabei offenbar vor nichts zurückschrecken. Schon die freigeistigen Wandervögel bildeten vor über 100 Jahren Gruppen, nach dem Zweiten Weltkrieg entstanden neue Jugend- und Subkulturen, die bis heute regelmäßig in Büchern, Filmen und Serien abgebildet werden. Die Verfilmung des Musicals *West Side Story* hat 1961 wesentlich zum Mythos des messerstechenden jugendlichen Gangsters mit Migrationshintergrund beigetragen. Schon 1957 veröffentlichte das *Wort* in seiner Rubrik „Page familiale“ eine psychologische Analyse der Teddy Boys und „Halbstarke“, die „gewöhnlich mitten in den Entwicklungsjahren stecken“: „In dieser Reifezeit tauchen allerlei Schwierigkeiten auf, die oft das ganze Handeln bestimmen. Aus ihnen heraus wächst das Bedürfnis des Jugendlichen, seine Stärke, sein Wissen, seine Erfahrung, kurz sein Erwachsensein, zu beweisen. Im gesetzwidrigen Handeln, im Verbrechen bietet sich ihm die Gelegenheit.“ Schuld sei häufig das Versagen der Familie, schlussfolgerte der laut *Wort* noch junge Autor, „das beweise zur Genüge der große Prozentsatz jugendlicher Krimineller aus ungeordneten Familienverhältnissen“. Doch auch „Film und Schundroman“ dürften als Ursachen nicht bagatellisiert werden.

Das Motiv der Jugendbanden hat eine jahrzehntelange Tradition, nicht nur in der Popkultur, sondern auch in den Sozial- und Kulturwissenschaften. In der Forschung werden aber meist nicht die „traurigen Familienverhältnisse“, sondern vor allem strukturelle Ursachen für das Phänomen angeführt. Mitte der 1940-er Jahre beobachtete der Soziologe William F. Whyte Jugendliche in einem mehrheitlich von italienischen Einwanderern bewohnten Slum in Boston. Neben den gesellschaftlich angepassten und nach sozialem Aufstieg strebenden College Boys, identifizierte er die sogenannten Corner Boys, die an Straßenecken stehen und ihren Lebensunterhalt mit *Racketeering* bestreiten. Auch spätere Studien, hauptsächlich aus den USA und Großbritannien, aber auch aus anderen Ländern (in Luxemburg haben Cesije und Uni Luxemburg 2005 die sozialpädagogische Studie *Stadttraum – Jugendraum?* veröffentlicht), haben sich mit sozial benachteiligten Jugendlichen – häufig mit Migrationshintergrund – beschäftigt, die in der Liminalität des Jugendalters versuchen, ihren Platz in der Gesellschaft zu finden. Weil sie aufgrund von strukturellen Merkmalen wie kultureller Herkunft, Klassen- oder Schichtzugehörigkeit und Sprache ausgegrenzt werden, müssen sie oft andere Wege finden, um am sozialen Leben teilzunehmen – um das Status- und Anerkennungsdefizit auszugleichen, das sie in der Gesellschaft erfahren. Wie in der Geopolitik geht es dabei manchmal auch um

„Stadt in Angst – in Esch ein Thema. Fast jeder Tag bringt eine neue Hiobsbotschaft aus der Minnettemetropole: Messerstechereien, Erpressung, Überfall, Mord. Wie soll es da noch Spaß machen, unbeschwert auf die Straße zu gehen?“

Télécran-Artikel aus dem Juni 2000

Macht und die Verteidigung von territorialen Ansprüchen – ein Viertel, eine Straße, ein Platz, ein Hof, ein Park.

In Luxemburg wurden im öffentlichen Diskurs Jugendbanden in den vergangenen Jahrzehnten vor allem mit Esch/Alzette in Verbindung gebracht. Im Juni 2000 veröffentlichte der *Télécran* eine Story mit dem reißerischen Titel „Minnettemetropole bald Klein-Chicago?“, in der es um einen 17-jährigen (Luxemburger) ging, der „von fünf jugendlichen Kapverdiern provoziert“ wurde. „Es sei absolut kein Rassismus im Spiel, doch würden die Schüler immer wieder von Kapverdiern oder anderen dunkelhäutigen Jugendlichen bedroht“, schilderte die Mutter des Opfers. Sein Religionslehrer wollte herausgefunden haben, dass die Banden bereits aus der Hauptstadt vom Aldringer bekannt waren und nun Esch unsicher machten. In einem Leitartikel kommentierte die Journalistin die Situation: „Stadt in Angst – in Esch ein Thema. Fast jeder Tag bringt eine neue Hiobsbotschaft aus der Minnettemetropole: Messerstechereien, Erpressung, Überfall, Mord. Wie soll es da noch Spaß machen, unbeschwert auf die Straße zu gehen?“ Die Bürger seien versichert, doch es seien weniger die Schlagzeilen um Mord und Totschlag, die sie beschäftigten, sondern die kleine und mittlere Kriminalität: „Wie beispielsweise Jugendbanden, die am Bahnhof herumlungern und Schüler bedrohen, um ihnen ein paar Franken aus der Tasche zu ziehen.“ Und weiter: „Bei den Jugendbanden soll es sich vor allem um Kapverdiern oder Jugoslawen handeln. Das wurde *Télécran* hinter vorgehaltener Hand wiederholt bestätigt.“

2003 ergab eine von der Polizei bei Ilres in Auftrag gegebene Umfrage, 78 Prozent der Escher Einwohner/innen über 25 Jahre seien davon überzeugt, dass die Sicherheit in ihrer Stadt nachgelassen habe, wie das *Wort* damals berichtete. Bei den Escher Jugendlichen zwischen zwölf und 24 Jahren seien es lediglich 54 Prozent gewesen. Der Regionaldirektor der Polizei Süden sprach von „speziellen Verbrechensformen, mit denen man in Esch konfrontiert ist“: Bandenkriminalität, Vandalismus und Taschendiebstähle nahmen zu.

2008 – ebenfalls in Esch/Alzette – wurde ein junger Mann bei einer Auseinandersetzung zwischen Jugendlichen erstochen. In den Tageszeitungen ging schnell von einem „Bandenkrieg“ zwischen Kapverdiern und Montenegrinern die Rede. Die Polizei wies die

Gerüchte, es handle sich um Banden, zurück. Aus dem Prozess ging 2009 hervor, dass ein Missverständnis beziehungsweise ein „grundloses Streitgespräch“ die Auseinandersetzung entfacht hatte.

In die Hauptstadt verlagerte sich das Phänomen vor zwei Jahren, als in Bonneweg ein 18-jähriger erstochen wurde. *RTL* meldete, die Tat sei nur die „Spitze vom Eisberg“ und Bürgermeisterin Lydie Polfer (DP) behauptete, die Gewaltbereitschaft steige ständig, was weder durch Statistiken, noch durch Expert/innen bestätigt wurde. Weil einer der beiden Tatverdächtigen wegen einer Gesetzeslücke kurz nach seiner Verhaftung wieder freigelassen werden musste, kam es zu einer Debatte über Jugendschutz- und Jugendstrafrecht. Zuletzt sorgten vor einem Jahr Medienberichte über die „Jugendgang Dix-sept“ für Aufregung, die sich laut *Wort* „durch völlig anlasslose schwere Gewaltextzesse“ auszeichne, bei denen die Opfer durch Videoaufzeichnungen gedemütigt würden, sowie durch räuberische Erpressung und gewaltsame Diebstähle.

Der Rückblick verdeutlicht, dass Gewalt zwischen Jugendlichen keine neue Erscheinung ist, dem Thema von der Polizei in ihrem Bulletin und von manchen Medien unverhältnismäßig viel Aufmerksamkeit gewidmet und von Einzelfällen auf gesellschaftliche Phänomene geschlossen wird. Jugendkriminalität ist wegen des oft jungen Alters der Beteiligten sehr emotional besetzt. Daher bietet es rechten Parteien die ideale Fläche, auf die sie einerseits rassistische Motive und andererseits Forderungen nach mehr staatlicher Kontrolle und Überwachung projizieren können. In Luxemburg tut das nicht nur die ADR, sondern auch die CSV und die DP – also die Parteien, die vorgeben, für individuelle Freiheit und den Rechtsstaat einzustehen.

Wat maachen? Am 3. Mai diskutierte das Parlament im Rahmen von Fred Keups Interpellation über „steigende Kriminalität“ auf der Grundlage von Statistiken, die die Polizei am 19. April vorgestellt hatte. Daraus geht hervor, dass die Zahl der Gesetzesverstöße und Affären 2022 rund 25 Prozent höher lag als im Vorjahr. Der generelle Anstieg war stärker als im Zeitraum 2018 bis 2020. Die CSV sieht darin den Beweis, dass die Kriminalität „massiv“ zugenommen habe, wie der Abgeordnete Léon Gloden sagte. Es sei die „Illustration von dem, was reell um Terrain lass ass“, meinte Claude Lamberty (DP): „D’Fro ass, wat maache mer ganz genau mat deenen Informatiounen.“ Die korrekte Antwort auf seine Frage hätte lauten müssen, die Abgeordnetenversammlung solle die Zahlen genauer analysieren und nach den Ursachen für diesen überdurchschnittlich hohen Anstieg suchen. Das versuchten aber nur LSAP, Grüne und Linke. ADR, CSV und DP nutzten die Gelegenheit, um ihre populistischen Forderungen nach mehr Kontrolle und Überwachung, härterem Durchgreifen und mehr Polizisten zu verbreiten.

Einer der Hauptgründe für den hohen Anstieg ist, dass die Polizei 2018 das E-Kommissariat eingeführt hat, das es erlaubt, einfache Diebstähle online zur Anzeige zu bringen. Immer mehr Menschen nutzen dieses Angebot, 2022 waren es 2 390 mehr als 2021. Bei den einfachen Diebstählen war 2022 der höchste Anstieg zu beobachten (rund 50 Prozent), fast die Hälfte davon waren Autofahrer/innen, die an der Tankstelle nicht bezahlten. Auch wird häufiger in Häuser eingebrochen, was laut Polizei vor allem auf Beschaffungskriminalität zurückzuführen sei. Leicht zugenommen (17 Prozent) haben Diebstähle mit Gewalt oder unter Androhung von Gewalt,

in fast der Hälfte der Fälle wurden Smartphones geklaut. Die Zahl der bewaffneten Diebstähle ist hingegen zurückgegangen. Es sind diese Eigentumsdelikte, die als Argument dafür herhalten müssen, dass die Jugendkriminalität und das Aufkommen von Jugendbanden steigen würden. Auf ihrer Pressekonferenz vor einem Monat sagte der Zentraldirektor der Verwaltungspolizei laut *Wort*, Jugendliche unter 25 Jahren seien bei den Tätern überrepräsentiert; Léon Gloden sprach in der Kammer von 30 Prozent. Allerdings geht aus den von der Polizei veröffentlichten Statistiken das Alter der Täter (und Opfer) nicht hervor. Vergleichswerte zu früheren Jahren fehlen ebenfalls.

Auch aus dem letzten Jahresbericht der Justiz (von 2021) lässt sich kein genereller Anstieg der Kriminalität herauslesen. In einzelnen Bereichen wie der White-Collar-Kriminalität (die Fälle von Steuerhinterziehung und die der Scheinfirmen im Arrondissement Diekirch erreichten Rekordhoch) ist zwar eine Zunahme festzustellen, so auch beim Jugendschutz. Jedoch ist der Parquet – Protection de la jeunesse für viele unterschiedliche Probleme zuständig, darunter häusliche Gewalt, Vernachlässigung und Vormundschaft. Insgesamt sind weder die Statistiken der Polizei, noch die der Justiz detailliert genug, um daraus Aussagen über Jugendbanden und -kriminalität abzuleiten. Trotzdem wird die Debatte darüber nach wie vor unreflektiert fortgesetzt. *RTL* konfrontierte Justizministerin Sam Tanson (Grüne) am vergangenen Wochenende mit zwei Meldungen aus dem Police-Bulletin und schloss daraus, dass die Zahl aggressiver Jugendbanden zunehme. Tanson konnte diese Tendenz nicht bestätigen.

Insbesondere die DP, aber auch ADR und CSV begründen ihre Forderungen nach strengeren Gesetzen, mehr Polizei und flächendeckender Überwachung bevorzugt mit dem Freiheitsbegriff. Jeder solle sich frei und sicher bewegen können, doch niemand dürfe seine Freiheit missbrauchen, sagte Claude Lamberty in der Kammer. Die Freiheit des einen höre dort auf, wo die des anderen beginne: „Als DP si mir der Meenung, dass d’Sécherheet essentiel ass fir d’Fräiheit an d’individuell Rechter vun all eenzelen ze garantieren an ze fördern.“

Freiheit Allerdings ist der Freiheitsbegriff, mit dem die bürgerlichen Parteien operieren, ein sehr einseitiger. Freiheit bedeutet für sie in erster Linie der Schutz von Eigentum. Es gibt aber noch eine andere Form von Freiheit (die bei der Verfassungsrevision zwar berücksichtigt wurde, aber noch nicht in ausreichendem Maße): die der Teilhabe am gesellschaftlichen Leben. In einer demokratischen Gesellschaft verpflichtet der Staat sich dazu, sie allen Bürger/innen zu garantieren. Für diese Teilnahme braucht es Ressourcen – auch finanzieller Natur. Sind sie nicht vorhanden, erschwert das gesellschaftliche Teilnahme erheblich. Teilhabe ist an bestimmte Voraussetzungen gebunden: Essen und Trinken, Kleidung und Wohnen, Bildung, Freizeitgestaltung und Arbeit. Wenn der Staat oder die Gesellschaft es nicht schafft, den Bürger/innen diese Bedingungen in angemessener Weise zu erfüllen, entstehen Konflikte. Die sozialen Ungleichheiten sind in den vergangenen zehn Jahren in Luxemburg gestiegen, das Armutsrisiko ist eines der höchsten in der EU, der Bildungserfolg eines Schülers hängt häufig davon ab, in welcher Gemeinde oder in welchem Viertel er aufwächst (*d’Land*, 06.01.2023). Mit zusätzlichen Polizisten lassen diese Probleme sich nicht lösen. Mit Repression gegen sozial benachteiligte Schichten vorzugehen, würde die Unzufriedenheit und das Konfliktpotenzial nur noch erhöhen.

Trotzdem fordern DP und CSV „eng lokal Police“, die direkt auf die Sorgen der Bürger eingehen und auf die Wünsche der Gemeindeverantwortlichen reagieren kann. Die CSV-Abgeordnete Elisabeth Margue sagte dem *Quotidien*, die lokale Polizei solle „davantage soumis aux ordres des bourgmestres“ sein. Das Polizeigesetz sieht bereits die Einführung lokaler Präventionskomitees vor, denen die Polizei angehört und die von Bürgermeister/innen geleitet werden können. Dem Grevenmacher *député-maire* und Geschäftsanwalt Léon Gloden reicht das nicht. „Lokale Polizisten“ sollen den Bürgermeister/innen direkt unterstehen, etwa um Geschwindigkeitskontrollen durchzuführen, die Einhaltung des Bautenreglements zu kontrollieren oder um bei Vandalismus einzuschreiten, sagt er dem *Land* auf Nachfrage. Vor 24 Jahren, als das Parlament die Fusion von Polizei und Gendarmerie beschloss, brachte die hauptstädtische Bürgermeisterin Lydie Polfer (DP) bereits ähnliche Forderungen vor. Damals wollte sie noch die Kompetenzerweiterung für Pecherten, die inzwischen von Polizeiminister Henri Kox (Grüne) umgesetzt wurde. Heute lässt sie im Bahnhofsviertel private Sicherheitsfirmen patrouillieren und sagt Bettler/innen den Kampf an. Das Problem mit den Agents municipaux sei, dass sie keine Waffe tragen dürfen, sagt Léon Gloden.

„Wa mer Police an Uniform gesinn, fille mer eis direkt méi sécher“, meinte auch Claude Lamberty vergangene Woche untertänig. Diese verallgemeinernde Aussage teilen nicht alle Bürger/innen. 2021 hat die Inspection générale de la Police (IGP) 97 administrative Untersuchungen (2019 waren es 116, 2020 sogar 129, für 2022 liegen noch keine Zahlen vor) und 65 gerichtliche Ermittlungen gegen Polizist/innen eingeleitet (2018 und 2019 waren es 75). Von den Untersuchungen – die meisten wegen Beschwerden von Privatpersonen über unangemessenes Verhalten im Dienst – führten nur sieben Prozent zu einem Disziplinarverfahren. Bei den Ermittlungen ging es in den meisten Fällen (37%) um Körperverletzung und Polizeigewalt. 2021 haben Polizisten drei Mal ihre Schusswaffe eingesetzt, zwei Mal gegen Personen und ein Mal gegen ein Auto. 2010, 2018 und 2021 kamen Menschen durch einen Schuss aus einer Polizeiwaffe ums Leben. Viele Bürger/innen insgesamt bei oder nach Polizeieinsätzen (etwa durch andere Formen von Gewalt) sterben oder (schwer) verletzt werden, erfasst die IGP nicht. Der Kriminologe Tobias Singelstein von der Goethe-Universität Frankfurt schätzte 2019, dass bei der Polizeigewalt in Deutschland das Dunkelfeld mehr als fünfmal so groß sei wie das Hellfeld. Häufig würden Betroffene davor zurückschrecken, Anzeige zu erstatten. Für die Staatsanwaltschaft sei die Beweislage schwierig, weil einerseits meist Aussage gegen Aussage stehe, andererseits arbeite sie eng mit der Polizei zusammen. Nicht zuletzt würden Polizeibeamte nur selten gegen Kolleg/innen aussagen. In Luxemburg wurden solche Untersuchungen bislang nicht durchgeführt. ●

ITALIE

Dernière Génération

Sara Montebusco, Florence

L'Italie vit entre sécheresse et inondations, manifestations et débats climatiques. De nouveaux décrets et controverses face aux activistes vandales et à l'éternelle question du changement climatique s'ensuivent

Tandis qu'une nouvelle alerte rouge pour risque de fortes pluies a été déclenchée en Émilie-Romagne mercredi matin, les dernières inondations provoquées par les pluies continues du 1^{er} au 4 mai, dans la même région, ont remis au premier plan la question du changement climatique. La cause de ces inondations est en partie liée à la grande sécheresse, dont souffre le nord de l'Italie depuis plus d'un an, ayant rendus les sols incapables d'absorber beaucoup d'eau. En effet, selon l'Aprae, l'Agence régionale pour la prévention, l'environnement et l'énergie, la cause principale des dernières inondations est due à la quasi-absence d'orages estivaux combinée aux précipitations persistantes, qui ont duré environ 48 heures. Il s'agit ici de l'événement pluvieux le plus intense sur l'ensemble de la région pendant deux jours consécutifs depuis 1997 et le plus intense de la saison printanière depuis 1961. Les précipitations cumulées de l'événement ont dépassé les 200 mm sur une très grande partie du territoire.

Les activistes et politiques écologistes implorent le gouvernement Meloni d'intervenir réellement et de ne pas seulement se limiter à un décret relatif aux catastrophes naturelles. Les subsides que reçoivent les régions grâce à ce décret, certes utiles et nécessaires, ne résolvent cependant pas le problème à la racine.

Ces inondations ont également été provoquées par d'autres facteurs, comme l'état matériel des cours d'eau ou par les terriers creusés par des animaux sauvages, tels que des hérissons ou ragondins, qui pourraient avoir affaibli la stabilité des digues et des berges. En effet, même si les pluies ont été continues et que la sécheresse a joué un rôle majeur, l'ampleur de la catastrophe ayant causé la mort de deux personnes aurait probablement pu être réduite grâce à un entretien plus important et plus régulier des cours d'eau.

Ces aspects sont d'ailleurs soulignés par les opposants aux écologistes qui parlent d'une instrumentalisation de la part des militants climatiques. Alors que

« Attaque » de l'Ultima Generazione avec de la peinture lavable lancée sur la façade de la Scala à Milan



différentes causes expliquent les inondations, ils utiliseraient la catastrophe comme tremplin pour attirer l'attention sur le combat environnemental. En effet les activistes pour le climat ne cessent de faire parler d'eux et ce de manière à la fois positive et négative.

Dernièrement les activistes « vandales » verts ont fait beaucoup de bruit partout en Europe. Leurs actions sont certainement très controversées, car la dégradation d'œuvres d'art est sûrement une manière efficace de faire parler de soi, mais cela n'attire indéniablement pas seulement de la sympathie mais également une horde de critiques.

L'une des actions qui a récemment fait la une des journaux en Italie était celle du 17 mars dernier avec de la peinture lavable lancée sur la façade du Palazzo Vecchio, la mairie de Florence. Deux activistes de « Ultima Generazione » (Dernière Génération) avaient barbouillé l'entrée du bâtiment médiéval avec de la peinture orange. La réaction un peu exagérée du maire de Florence, Dario Nardella, qui s'était jeté sur les activistes avait ensuite fait le tour du web. Son attitude et le fait qu'il se trouvait devant le Palazzo Vecchio au bon moment avait laissé croire qu'il s'agissait là d'une mise en scène de sa part. Quoi qu'il en soit, l'événement a fait couler beaucoup d'encre.

Il ne s'agit pas d'une action unique en son genre. Elle a notamment été précédée à Rome, au mois de janvier, par des activistes utilisant la même peinture orange, contre le Palazzo Madama, bâtiment historique du quinzième siècle, où siège le Sénat italien. Également à Rome, le premier avril, ils avaient renversé de la couleur noire dans la fontaine baroque Barcaccia, pour sensibiliser la population à la crise de l'eau qui frappe le pays.

Ces actions sont évidemment controversées, compte tenu des monuments historiques et artistiques ciblés, mais il faut souligner l'usage de peinture lavable dans les cas cités ci-dessus. Le maire de Florence avait cependant affirmé que 5 000 litres d'eau avaient été nécessaires pour nettoyer la peinture, lancée grâce à des extincteurs sur le Palazzo Vecchio. Il voulait sans doute ainsi ironiser sur le gaspillage d'eau qui va à l'encontre de l'idéologie écologique pour laquelle les militants se battent, critiquant ainsi leur manière de protester.

Dario Nardella n'est pas le seul à s'opposer à ce genre de manifestations. Ces initiatives ont été stigmatisées par Fratelli d'Italia, parti de la Première ministre italienne Giorgia Meloni. Au lieu d'être à l'écoute des militants et de prendre en considération leurs revendications, le gouvernement a approuvé au mois d'avril une nouvelle loi qui prévoit des sanctions pénales de réclusion allant de six mois à trois ans et des amendes qui varient de 20 à 60 000 euros pour quiconque dégrade ou détériore des biens culturels et met ainsi en péril la conservation de monuments historiques ou artistiques. À ceci s'ajoutent également des amendes administratives qui vont de 10 à 40 000 euros. Ces sanctions pécuniaires seront versées au ministère de la Culture et serviront à remettre en état les biens endommagés. Toute personne accusée ou condamnée pour de telles actions se voit également interdire l'accès aux biens culturels protégés.

Tandis qu'il est compréhensible que ce genre de geste scandalise et soit désapprouvé par une partie de la population et par le gouvernement, il serait peut-être souhaitable que les politiciens tentent de comprendre les motivations qui poussent les jeunes

et moins jeunes activistes à entreprendre ces actes de vandalisme. Et en effet Ultima Generazione, après avoir versé le liquide noir dans la fontaine, a exprimé son incompréhension face aux réactions indignées de certaines personnes, soulignant que ce qui devrait offusquer est la situation dans laquelle nous nous trouvons. La sécheresse extrême qui frappe de nombreuses parties du pays, comme la Plaine du Pô, en alternance avec les inondations, telles que celles de la semaine dernière, met en péril l'agriculture et cause également une multitude de problèmes pour la production énergétique et les sources de revenu du pays.

Angelo Bonelli, dirigeant d'AVS, parti vert italien, réclame lui aussi de cesser de subventionner les énergies fossiles, requête qui va de pair avec la dernière campagne d'Ultima Generazione : « Non paghiamo il fossile » (Ne payons pas pour l'énergie fossile). La campagne pointe du doigt que non seulement le gouvernement italien investit davantage dans l'énergie fossile que dans les énergies renouvelables mais que les sommes investies ne cessent d'augmenter. En outre, la campagne relève que l'Italie se classe en sixième position et cela devant

la Russie et l'Arabie Saoudite, parmi les pays qui ont subventionné avec des financements publics les énergies fossiles entre 2019 et 2021. Mettre fin aux subventions publiques en faveur des combustibles fossiles est la demande principale des militants. Angelo Bonelli voudrait également que la loi relative au projet de construction du pont reliant la Sicile à la Calabre, soit abrogée. Les quinze milliards d'euros nécessaires pour sa construction seraient mieux investis pour sécuriser et entretenir le territoire.

Les requêtes des écologistes peuvent paraître excessives et leurs actions ne sont pas toujours compréhensibles pour la vaste majorité de la population, comme le montre la réaction de nombreux citoyens. La discussion sur le fait que certaines catastrophes soient ou non partiellement ou entièrement causées par les actions humaines, ne devrait cependant pas empêcher d'investir dans la protection de la nature et la sensibilisation à l'environnement pour contrer son effet sur le climat. Ceci en espérant que les nombreuses turbulences qui frappent actuellement le monde n'aboutissent finalement pas à ce que nous soyons vraiment la dernière génération. ●

Au lieu d'être à l'écoute des militants et de prendre en considération leurs revendications, le gouvernement a approuvé au mois d'avril une nouvelle loi qui prévoit des sanctions pénales de réclusion allant de six mois à trois ans et des amendes qui varient de 20 à 60 000 euros pour quiconque dégrade ou détériore des biens culturels et met ainsi en péril la conservation de monuments historiques ou artistiques



Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois. Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 · 1





Une autre transparence fiscale



« J’ai rencontré Pierre Gramegna, à sa demande, très vite après sa nomination. Il est aussi affable que son prédécesseur était raide et joue de son entregent, des anecdotes toujours bien racontées, et de son goût pour les bons vins, notamment le saint-julien, pour séduire ses interlocuteurs. » Voilà comment l’ancien Monsieur Fiscalité de l’OCDE, Pascal Saint-Amans, décrit le prédécesseur de Yuriko Backes (DP). Les deux hommes se sont régulièrement côtoyés entre décembre 2014, après Luxleaks, et décembre 2021, date du départ de Pierre Gramegna du gouvernement (*d’Land*, 9.8.2019. Photo: SIP). La citation

est tirée de l’ouvrage *Paradis fiscaux, comment on a changé le cours de l’histoire*, paru vendredi dernier. Pascal Saint-Amans y raconte comment la lutte contre l’évasion fiscale est devenue une priorité des politiques publiques occidentales au lendemain de la crise des *subprimes* en 2007-2008. Le technocrate français (Sciences-Po et ENA), ancien militant socialiste dans l’Allier, est présenté en quatrième de couv’ comme « l’architecte de la réforme de la fiscalité internationale au cours des quinze dernières années en tant que Directeur fiscal de l’OCDE. » Sont évoquées ses nouvelles fonctions de professeur de politique fiscale à l’Université de Lausanne. Sont tues celles qu’il a prises en septembre 2022 au cabinet d’affaires publiques Brunswick Group... quelques mois après avoir obtenu un accord jugé historique par la presse internationale sur un taux minimal d’imposition et la répartition des bénéfices des multinationales. « Le 8 octobre 2021 marque l’aboutissement de quinze ans de négociations visant à faire reculer les paradis fiscaux », introduit ainsi PSA, autoproclamé ouvrier de la lutte contre le secret bancaire depuis sa prise de fonction en 2007. Le Grand-Duché prend donc une place considérable dans ce récit des coulisses de la diplomatie fiscale.

Pascal Saint-Amans fait la genèse de la doctrine du *level playing field*, nom porté dès 2008 par un sous-groupe de l’OCDE, « une demande des juridictions

listées comme paradis fiscaux qui réclament, à juste titre, que la pression soit exercée sur tous les pays simultanément, à défaut de quoi ceux qui bougeraient seraient pénalisés au profit de ceux qui ne bougent pas. » Les Îles Caïmans ont suivi cette démarche dès 2008, « une stratégie de pirates », écrit le fiscaliste. La première évocation d’une telle doctrine (en rapport avec la fiscalité) dans la revue de presse du gouvernement date du 13 juin 2004 et d’une dépêche *Bloomberg* sur la réélection de Jean-Claude Juncker (CSV). Le directeur de l’ABBL, Lucien Thiel, parle du Premier ministre comme l’un des défenseurs du *level playing field*. JCJ est d’ailleurs régulièrement fustigé par PSA dans son ouvrage. Il stigmatise l’inaction du gouvernement Juncker qui a valu au Luxembourg d’être considéré comme non-conforme aux normes de transparence « comme le Panama ».

Pascal Saint-Amans explique avoir été à l’origine de la création de véritables listes incluant les membres de l’OCDE et dans une logique de *name & shame* autour de normes de transparence. Le Français raconte un déjeuner organisé le 12 mars 2008 à la résidence du secrétaire général de l’OCDE, Angel Gurría, dans le seizième arrondissement parisien. Y ont été conviés les ministres des Finances des pays membres de l’OCDE à secret bancaire. L’Autriche, la Belgique et le Luxembourg avaient joué le jeu. La Suisse avait dépeché un

diplomate. « Le jeune ministre des Finances du Luxembourg, Luc Frieden, ancien banquier (il est avocat, ndlr) et successeur désigné du Premier ministre Jean-Claude Juncker, me demande de préciser en quoi consiste précisément le standard », écrit l’ancien cadre de l’OCDE. Le Français explique que l’échange d’informations se limite aux comptes détenus par des non-résidents. Luc Frieden comprend que le secret bancaire demeure pour les résidents. « La messe est dite », écrit PSA, « Luxembourg vient de trahir le groupe ». Pourtant, l’étape décisive pour le secret bancaire luxembourgeois intervient en novembre 2013 à Djakarta. PSA narre à renforts d’anecdotes. « Il est près de deux heures du matin et la situation est manifestement bloquée. Je propose une pause pipi. » Sur le chemin des toilettes, une déléguée de la partie bloquante explique. Le problème porte sur la liste, mais il sera levé dans les heures suivantes. « Les attermoissements du gouvernement Juncker n’ont pas trompé le Forum mondial et le pays se retrouve au fond du classement », écrit PSA.

Vient donc le chapitre « Beps Saison 1: de Luxembourg-Ville à Brisbane, les déboires de Jean-Claude Juncker » ; puis un autre, « Le Luxembourg toujours ». Ce dernier est celui du retournement, de l’ère post-Luxleaks. PSA raconte sa rencontre avec Xavier Bettel: « Dans son bureau modernisé par deux toiles de Warhol (sic), nous avons une conversation privée

et détendue où je lui raconte les tentatives de son prédécesseur de se faire passer pour le chevalier blanc de la justice fiscale à Brisbane ». L’ancien cadre de l’OCDE dévalorise finalement ses déclarations en conférence de presse ce 11 décembre 2014. Il écrit devoir « cocher les cases obligatoires du bon diplomate fiscal. Non le Luxembourg n’est pas un paradis fiscal, ce qui fait toujours plaisir localement. Il vaut mieux toujours éviter les gros mots quand on est un technocrate reçus par des élus du peuple souverain. » pso

Strom billiger

Im europäischen Großhandel sinken die Preise für Strom weiter. Das lässt sich beim Vergleich der von der Regulierungsbehörde ILR monatlich veröffentlichten Referenzpreise erkennen. Für Januar hatte das ILR den Referenzpreis auf 121 Euro pro Megawattstunde fixiert. Das war so wenig wie nie im vergangenen Jahr und ebenfalls weniger als im September 2021, als dieser Preis von 83 auf 129 Euro gestiegen war. Im August 2022 erreichte er die Rekordhöhe von 468 Euro. Für den April dieses Jahres rechnete das ILR 20 Prozent weniger aus als für den Januar: 100,7 Euro die Megawattstunde. Der ILR-Referenzpreis ist ein gewichteter Monatsdurchschnitt über die Preise im Tagesgeschäft (heute bestellt, morgen geliefert) an der Pariser Strombörse Epex. Auf seiner Grundlage werden die Beiträge der Stromkundschaft zu einem Kompensationsfonds festgelegt.

Der Fonds dient vor allem zum Ausgleich von Differenzen zwischen den staatlich garantierten Einspeisepreisen für in Luxemburg produzierten grünen Strom und den Börsenpreisen. pf

GWh

Le groupe énergétique luxembourgeois Encevo, dont la tutelle gouvernementale est exercée via des administrateurs issus des ministères de l’Énergie (Marco Hoffmann, Olaf Münichsdorfer), d’État (Jeff Feller) et de l’Économie (Luc Decker, Christian Tock), a annoncé ce jeudi un bénéfice net de 107,3 millions d’euros pour 2022, soit 27,5 millions de plus que l’année précédente. C’est surtout le chiffre d’affaires qui a explosé, passant de 2,5 à 3,4 milliards, suite à l’envolée de prix sur les marchés. Le bilan 2022 se targue de 160,6 GWh d’économies d’énergie. Quant à l’énergie solaire produite par Enveco, elle atteint désormais 178 GWh. (Au total, le groupe a transporté 5 854 GWh d’électricité et 34 939 GWh de gaz.) En 2023, un volume d’investissement de 335 millions d’euros est prévu. Encevo est majoritairement capitalisée par l’État et par la Ville de Luxembourg. China Southern Power Grid International y détient une participation (stratégique) de 24,92 pour cent. Pas de dividendes pour les actionnaires pourtant. « Given the current price volatility on the energy markets, and in a prudent approach to assure

availability of cash for the support of the activities, the shareholders have endorsed the recommendation of the Board of Directors and have agreed for Encevo S.A. not to pay any dividend in 2022 », lit-on dans le bilan. En 2021, l’entreprise avait versé 9,2 millions d’euros en dividendes. bt

Käerjeng umfahren

Für die Umgehungsstraße von Käerjeng will Mobilitäts- und Bautenminister François Bausch (Grüne) bis zu den Sommerferien dem Regierungsrat den „endgültigen“ Trassenverlauf vorlegen. Das ergab am Donnerstag vergangener Woche ein Treffen Bauschs mit den parlamentarischen Ausschüssen für Mobilität und für Haushaltskontrolle. Die Präsidentin des Mobilitätsausschusses, Chantal Gary (Grüne), sagte dem Land, Bausch habe den Ausschüssen erklärt, solange der Regierungsrat nichts anderes entschieden hat, gelte der aktuelle Trassenverlauf weiter. „Wenn man sich vorstellt“, so Gary, „dass für eine solche Entscheidung zehn Phasen nötig sind, dann sind wir derzeit in Phase neun von zehn.“ pf

Partout, tout, tout le monde

Georges Canto

Comment les milliards de la drogue sont blanchis

Le 3 mai dernier, peu après l'ouverture à Luxembourg d'un procès-fleuve, où les principaux accusés d'un trafic de stupéfiants sont originaires de la région des Pouilles en Italie, une opération internationale de grande envergure était menée contre la mafia calabraise la 'Ndrangheta. Cent-trente-deux membres de ce puissant réseau criminel ont été arrêtés dans dix pays, notamment en Italie mais aussi en Allemagne où il est historiquement très présent. Le point commun entre les deux affaires, outre le pays d'origine des délinquants, est naturellement la drogue. Comme ses homologues italiennes la Camorra à Naples et Cosa Nostra en Sicile, comme les autres grandes mafias opérant en Europe (albanaise et turque notamment) et dans le reste du monde, la 'Ndrangheta tire désormais l'essentiel de ses revenus du trafic de stupéfiants. Elle serait le leader mondial du trafic de cocaïne avec des ramifications dans une quarantaine de pays et de ce fait la mafia la plus riche d'Europe.

Toutes ces organisations criminelles profitent de l'extraordinaire développement de la consommation de stupéfiants sur la planète entière, favorisée par la baisse des prix, elle-même stimulée par l'accroissement de la production en Amérique latine et en Afrique notamment. « Everywhere, Everything, Everyone », écrivait le belge Alexis Goosdeel, directeur de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, pour qualifier le phénomène, en introduction de son rapport annuel de soixante pages publié en juin 2022. Dans la seule UE, environ 84 millions de personnes, soit 29 pour cent des adultes de 15 à 64 ans auraient déjà fait usage d'une substance illicite, les hommes (51 millions) étant plus nombreux que les femmes (33 millions) à déclarer cette consommation, qui pénètre toutes les catégories sociales. La variété et la qualité des produits ne cesse de s'améliorer. Le cannabis reste de loin la drogue la plus consommée, par plus de 22 millions d'adultes européens devant la cocaïne, la MDMA et les amphétamines. Un grand nombre de personnes consomment plusieurs types de drogues.

Le chiffre d'affaires du trafic de stupéfiants est évalué à 400 milliards de dollars dans le monde, soit la moitié de l'activité criminelle organisée, l'équivalent du PIB danois ou égyptien. Une estimation par essence sujette à caution mais qui semble à plusieurs

Limites de paiement

Pour tenir compte de la variété des habitudes de paiement, l'UE a renoncé à harmoniser les limites des paiements en espèces. Rares sont les pays, comme la Suède et les Pays-Bas, où il n'existe aucune limite. Le régime le plus fréquent est celui de l'interdiction de paiement au-dessus d'un certain niveau, lui-même très disparate : très faible dans certains pays d'Europe du sud (500 euros en Grèce, mille euros en France, en Espagne et en Italie) il est plus élevé en Europe centrale et du nord (3 000 euros en Belgique, 5 000 euros en Slovaquie et en République tchèque). Parfois il n'existe pas de limite légale mais les paiements en espèces sont surveillés au-dessus d'un certain montant, 10 000 euros en Allemagne ou au Luxembourg, avec une obligation de déclaration. Même dans les pays avec interdiction, le dispositif connaît des « trous dans la raquette ». D'une part il ne s'applique pas aux transactions entre particuliers (par exemple la vente d'une voiture d'occasion). D'autre part pour les non-résidents les limites sont nettement plus élevées : 10 000 euros en Espagne, 15 000 euros en France, soit quinze fois plus que pour les résidents ! C'est ce qui explique qu'il y a quelques années les mafias asiatiques payaient des « petites mains » venues de Chine par exemple pour acheter plusieurs sacs Vuitton à Paris. Leur revente locale était un vecteur de blanchiment. gc

experts être une hypothèse basse. Autant de sous à blanchir, c'est-à-dire introduire clandestinement dans les circuits légaux de l'économie pour pouvoir les utiliser tout en dissimulant leur origine. Les délinquants sont de plus en plus imaginatifs pour blanchir les fonds. Mais, quelles que soient les solutions utilisées, leur activité ne serait pas possible sans le concours d'un certain nombre de professionnels (banquiers, commerçants) peu regardants, voire corrompus. De plus, alors que la réglementation ne cesse pourtant de se renforcer, ils sont habiles à en exploiter les failles, par exemple les différences dans les législations concernant les paiements en espèces.

Les paiements des consommateurs finaux se faisant exclusivement en espèces, le problème principal des trafiquants est donc de savoir comment se débarrasser des énormes masses de billets qu'ils collectent. Ils doivent d'abord les utiliser au règlement de leurs fournisseurs. Pour cela, selon Tracfin l'organisme français chargé de la lutte anti-blanchiment, la très ancienne technique de la « hawala » (mot arabe signifiant virement ou mandat) serait toujours la préférée pour effectuer des règlements internationaux, quasi-systématiques en matière de stupéfiants, puisque les producteurs et les consommateurs vivent dans des pays et même des continents différents. Il s'agit en fait d'une technique de compensation. Par exemple une personne physique ou morale marocaine, au lieu de transférer de l'argent en Belgique pour le paiement d'une dette quelconque, confiera l'argent à un intermédiaire (saraf) situé au Maroc. Ce dernier va s'en servir pour payer les producteurs de drogue locaux. Ensuite, il donnera ordre à son « correspondant » en Belgique (collecteur d'espèces tirées de la vente de stupéfiants) de mettre les sommes versées à la disposition du créancier. C'est le système utilisé par la 'Ndrangheta pour régler les livraisons de cocaïne d'Amérique du sud.

Pour les autres règlements, et en dehors des pays d'origine des stupéfiants où il est généralement possible de payer en liquide même pour des achats importants, les transactions en espèces, même lorsqu'elles sont autorisées, restent limitées en montant et très surveillées. Il faut donc parvenir à introduire les espèces dans les circuits bancaires, ce que les directives européennes anti-blanchiment appellent la « phase de placement ». Plusieurs techniques existent à cet effet. La plus simple, très anciennement pratiquée, est celle du « smurfing », ou fractionnement. Il y a quelques années un reportage sur les biens saisis chez un narco-trafiquant d'Amérique latine montrait, au milieu d'une propriété somptueuse, une piscine de taille imposante pleine à ras bord de billets de banque, soit au bas mot 500 m3 d'argent liquide (sans mauvais jeu de mots). Un policier expliquait qu'ils étaient remis, par petites quantités, à un réseau de « fourmis » qui les déposaient sur leurs comptes en banque, sans avoir à en justifier la provenance car le montant était inférieur au seuil de déclaration.



Le cannabis est la drogue la plus consommée en Europe

Administration des douanes et accises (ADA)

L'argent sale peut rester dans le système financier, mais il est aussi utilisé à des investissements matériels ou des acquisitions d'entreprises par des sociétés-écrans ou des prête-noms

Après prélèvement de leur petite commission, les fourmis effectuaient un virement en direction du « compte collecteur » d'une société située dans un paradis fiscal. Une fois les fonds intégrés au système bancaire, il reste encore à en dissimuler l'origine délictuelle car à ce stade leur traçabilité est encore aisée.

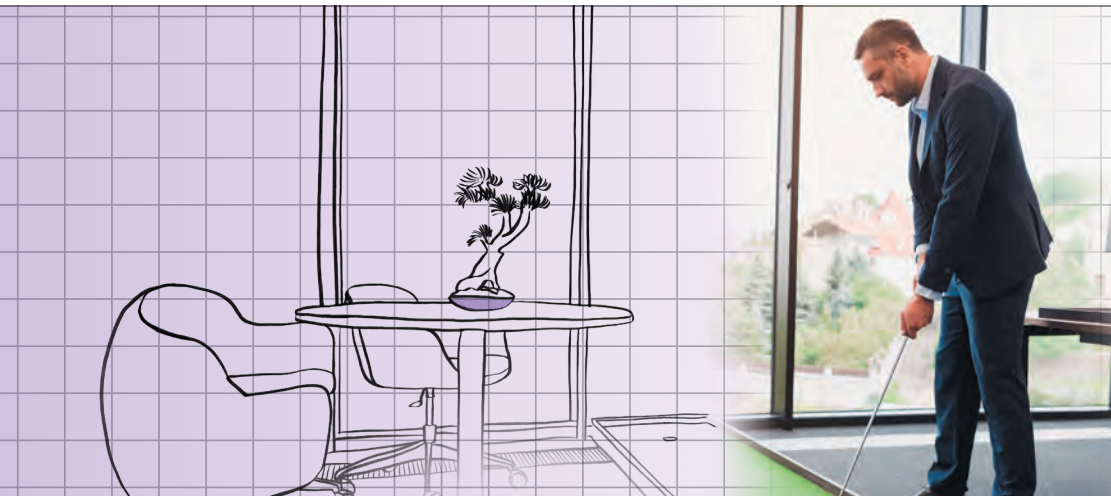
C'est l'objet de la deuxième phase, appelée « empilement » ou « layering ». De nombreuses transactions financières (paiements, prêts) sont effectuées entre sociétés existantes ou créées à cet effet pour compliquer la détection de l'origine des fonds. Idéalement les virements seront faits sur plusieurs comptes dans le monde entier afin d'éviter d'être soumis à une juridiction spécifique. Les pays proposant une fiscalité favorable et protégeant l'identité des bénéficiaires finaux sont privilégiés. Les cryptomonnaies et les plateformes peer-to-peer sont désormais couramment utilisés pour le layering en raison d'une réglementation encore lacunaire. Mais l'empilement peut se révéler coûteux à cause des « frais de déplacement de l'argent » du paiement des intermédiaires. L'argent sale peut rester dans le système financier et servir à des placements par exemple. Mais il peut aussi être utilisé, sans grand risque que son origine frauduleuse soit prouvée, à des investissements matériels ou des acquisitions d'entreprises par des sociétés-écrans ou des prête-noms.

L'acquisition de biens immobiliers, de produits de luxe (voitures, montres, bijoux) ou encore d'œuvres d'art est la forme la plus répandue. Dans le cadre du « procès Bari », des voitures haut-de-gamme d'une valeur globale de 650 000 euros, notamment une Ferrari, une BMW M5 et une Mercedes G63 ont été saisies, ainsi que deux maisons et un appartement. Ces biens ne sont pas forcément acquis pour être utilisés. Leur revente aboutit au même résultat que l'empilement. Du côté des entreprises, les

mafeux ciblent traditionnellement les activités où une partie importante des paiements sont réalisés en espèces (ce qui est de moins en moins vrai aujourd'hui) de sorte que les fonds issus de l'activité légale peuvent aisément être mélangés à ceux issus du trafic. Situé via Veneto à Rome, l'emblématique Café de Paris, équivalent local du Fouquet's parisien, a longtemps appartenu à la 'Ndrangheta, son propriétaire officiel étant un modeste coiffeur calabrais que l'on disait illettré. Dans certaines grandes villes européennes, des pizzerias servent toujours au blanchiment de l'argent de la drogue. La 'Ndrangheta a aussi investi aussi dans des hôtels, des stations de lavage et des supermarchés.

Étant par nature la partie la plus visible du blanchiment, l'intégration présente l'inconvénient d'attirer l'attention sur les acquéreurs ou les bénéficiaires, surtout s'il s'agit de personnes physiques jeunes et sans profession connue. Certains inculpés du procès Bari ont été repérés de cette manière. Même effectués par des acteurs subalternes, les achats permettent alors à la justice de remonter les filières et d'attraper de « gros poissons ». Les trois phases du blanchiment ne sont pas propres au trafic de drogue. On le retrouve aussi dans d'autres activités criminelles comme les escroqueries et le trafic d'armes. Mais les affaires de stupéfiants se caractérisent à la fois par leur fréquence, leur montant et la masse des espèces à blanchir. Le trafic de drogue et le blanchiment de l'argent qui en est tiré n'est pas seulement le fait de bandes importantes et organisées, comme celle jugée à Luxembourg en ce moment. On assiste depuis quelques années à l'extension géographique du trafic à des villes moyennes et même aux zones rurales. Cela permet de toucher davantage de consommateurs en leur offrant un « service de proximité ».

Pour les drogues les plus courantes, cette « dissémination » a favorisé l'émergence de petits trafiquants locaux d'autant plus difficiles à confondre que les sommes en jeu passent « sous les radars ». Ainsi en mars 2023 a été jugé à Figeac, petite ville de 10 000 habitants dans le département du Lot, au cœur de la France profonde, un quadragénaire ayant cultivé du cannabis dans sa cave entre 2014 et 2020 pour alimenter un marché local, à raison, vers la fin, de quarante kilos par an, soit un chiffre d'affaires de 200 000 euros. Curieusement, c'est une dénonciation qui a permis son arrestation, alors que son train de vie (achat de logement, de voiture et de moto) était notoirement en décalage avec son revenu officiel de 1 000 euros par mois au titre d'une allocation d'adulte handicapé. Il a révélé avoir fait sans problèmes pendant toutes ces années un grand nombre de paiements en espèces, notamment des travaux de rénovation, mais aussi par voie bancaire. Il avait en effet déposé 60 000 euros sur son compte (soit cinq années de son revenu officiel) pour pouvoir acheter un local, sans que sa banque s'en émeuve, ce que son avocat n'a pas manqué d'exploiter. ●

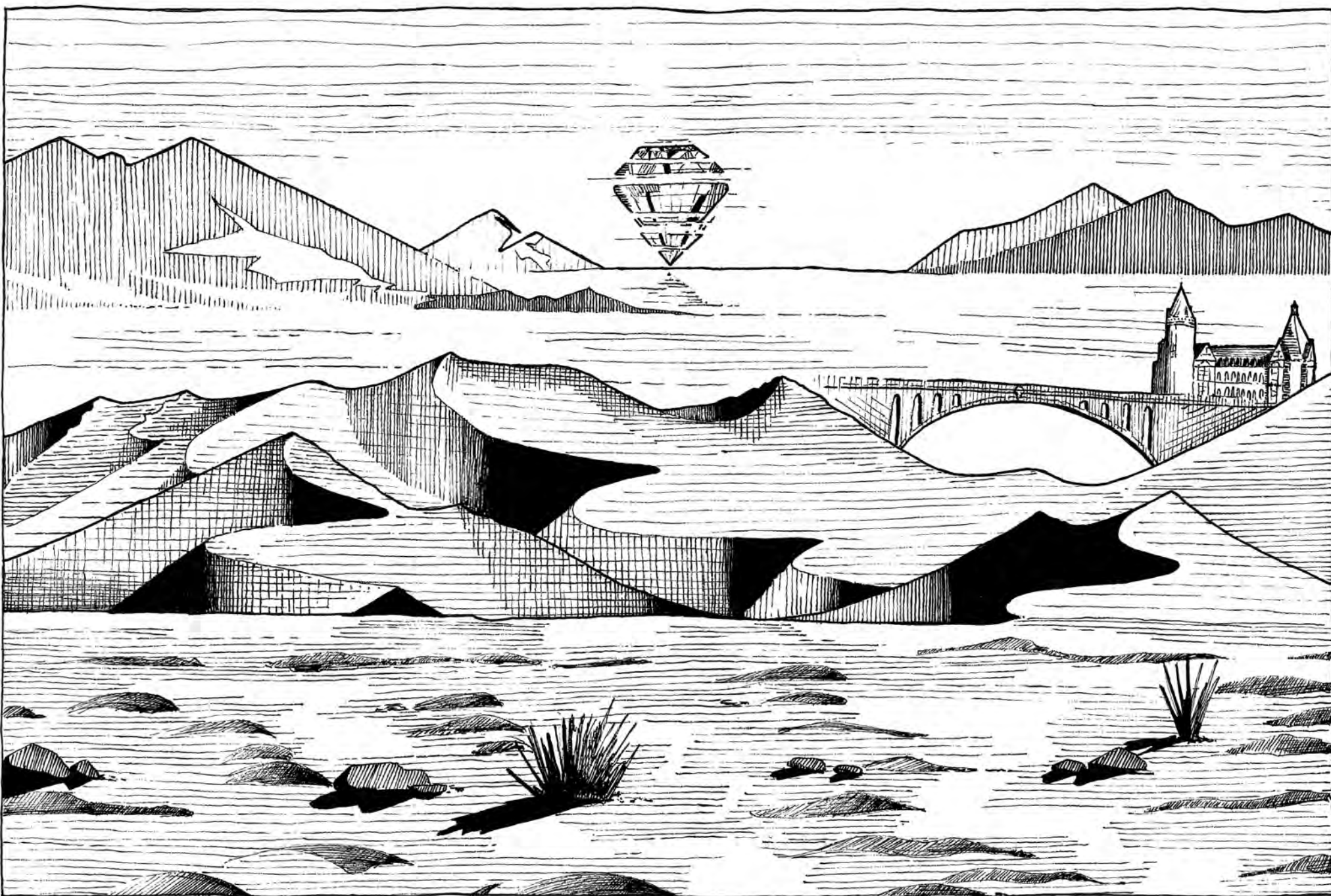


Ein einziger Ansprechpartner für Ihr Unternehmen und Privatvermögen.



Bei der BIL wird Ihr persönlicher Kundenberater von den besten Spezialisten unterstützt, um Sie bei der Verwirklichung Ihrer beruflichen und privaten Vorhaben zu unterstützen. Entdecken Sie unsere verschiedenen Dienstleistungen auf www.bil.com/businessowner oder nehmen Sie direkt Kontakt mit Ihrem Kundenberater der BIL auf.





Christine

L'épouse, l'amante et le garde du corps héritent cette semaine du procès posthume du Madoff du diamant. « La plus grande escroquerie de type pyramidal que le Luxembourg ait jamais connue », selon le substitut du procureur d'État ce mercredi lors de son réquisitoire. L'affaire a valu de nombreux articles de presse et reportages à la télévision en France où la plupart des victimes résident. La société, Rawstone Business Holding (RBH) d'Emmanuel Abramczyk, décédé en janvier, promettait un intérêt de neuf ou dix pour cent à qui investirait dans son fonds obligataire basé sur le commerce de diamants. Les enquêteurs luxembourgeois ont recensé plus de 200 souscripteurs, principalement des petits épargnants, pour beaucoup résidant dans des zones rurales. Entre 26 et 28 millions d'euros ont été collectés entre 2013 et 2018 auprès d'eux par des apporteurs d'affaires. Les quelques intérêts versés l'ont été avec l'argent des nouveaux entrants. Il a fallu attendre 2018 pour que la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) ne tire la sonnette d'alarme. Des souscripteurs mal payés avaient fait part de leur mécontentement au régulateur. Selon les apporteurs d'affaires, des courtiers d'assurance vie ou des gérants de fortunes, la CSSF veillait sur le fonds. Mais RBH n'était pas régulée et le fonds n'est resté qu'un vague projet. Des agents de la CSSF étaient alors rendu à l'établissement bancaire impliqué, Banque de Commerce et Placement (BCP), dans un triste immeuble de bureaux boulevard de la Petrusse à Luxembourg. La CSSF avait ensuite signalé au parquet ses soupçons quant à une possible arnaque. La succursale luxembourgeoise de la banque suisse ne s'était en effet pas inquiétée de l'utilisation des millions déposés sur ses comptes, ni des raisons des multiples retraits de liquide (deux millions d'euros), ni du nombre dérisoire de diamants achetés et vendus, ni du pedigree de leur client principal. Emmanuel Abramczyk avait été condamné en 2005 en France pour banqueroute frauduleuse puis en 2006 pour détournement d'un bien donné en gage, apprend-on ce mercredi dans la grande salle d'audience du tribunal correctionnel. Des condamnations qui l'avaient conduit en prison.

Des poursuites visent BCP, banque de Rawstone de 2016 à 2019. Elles ont été ouvertes en septembre 2020, mais ont été dissociées de l'affaire en cours et sont aujourd'hui pendantes devant la Chambre du conseil. Aucune instruction n'a visé la BIL qui officiait pourtant au service d'Abramczyk et compagnie entre mars 2013 et décembre 2014. La banque alors détenue par le Qatar et l'État (90-10 pour cent) avait accueilli les fonds et laissé opérer bon nombre de transactions. On relève notamment plus de 700 000 euros de retraits sur la période. Étrange aux yeux des représentants des parties civiles au procès qui attendent cette semaine que les banques endossent leur responsabilité. D'autant plus qu'Emmanuel Abramczyk avait été inculpé dès février 2013 dans le cadre du blanchiment des 3,5 millions d'euros volés à Caixa Geral de Depósitos. Selon le parquet, les fonds qui ont servi à lancer RBH proviennent de l'argent volé par l'ancien salarié de la filiale luxembourgeoise de la banque portugaise. Emmanuel Abramczyk, alors 55 ans, a été condamné en juillet dernier par la Cour d'appel à deux ans de prison

ferme. Il est décédé en janvier d'un cancer. Dans la salle des pas perdus, un investisseur floué s'interroge sur le laxisme des autorités luxembourgeoises. « Il avait sévi à Paris. Il trainait déjà des casseroles », rassasse son avocat Michel Karp.

Le substitut du procureur souligne lui que les enquêteurs ont adopté un « rythme sportif » pour mener l'instruction. Fait remarquable pour les investigations financières, les poursuites ont été menées en deux ans, dont la moitié pendant la pandémie. L'instruction a été ouverte en janvier 2019 et clôturée en février 2021. Entretemps des commissions rogatoires internationales ont été envoyées en Belgique, France, Israël, Chine et aux États-Unis. Le service de police judiciaire a rédigé 67 rapports et recensé 307 souscriptions au prétendu emprunt obligataire. Elles se répartissent entre la France (268, soit 87 pour cent), le Luxembourg (23), la Belgique (12), la Suisse (2), l'Italie et Israël (une). Les victimes ont été approchées par un réseau d'apporteurs d'affaires qui prenaient entre trois et dix pour cent de commissions sur les place-

« La plus grande escroquerie de type pyramidal que le Luxembourg ait jamais connue. »

Substitut du procureur d'État

Miroir aux alouettes et têtes de linottes

Pierre Sorlut

Pendant six ans, un escroc notoire et son entourage ont dilapidé les économies de centaines d'investisseurs floués sans que banques ou autorités n'interviennent

ments, selon l'implication dans la transaction, généralement par tranches de 50 000 euros. Une vingtaine d'apporteurs d'affaires étaient actifs en France, sept au Luxembourg. Un gestionnaire de fortunes basé à Kehlen a, par exemple, récolté 1,5 million d'euros auprès d'investisseurs. Sur son site internet, il dit encore fournir « la solution pour les familles qui désirent protéger, construire et pérenniser leurs patrimoines avec l'aide de spécialistes indépendants des secteurs de la gestion de patrimoine, de notaires, de fiscalistes, d'agents immobiliers, d'avocats fiscalistes ». Des familles ont placé jusqu'à un million d'euros.

Le réquisitoire de renvoi du procureur informe de l'identité des victimes. Une septuagénaire, ignare en investissement, a placé toutes ses économies, un demi million d'euros. Emmanuel Abramczyk l'a convaincu en lui montrant « un diamant de taille impressionnante ». Une autre déclare avoir investi « l'épargne d'une vie ». Elle vit actuellement avec 670 euros par mois. Son compagnon l'a quittée. Ses parents sont décédés. Elle n'a pas d'enfants. Elle craint donc de devenir SDF. Un couple de personnes handicapées a investi 50 000 euros. « C'est une tragédie. Les victimes veulent surtout être indemnisées », explique Michel Karp, avocat de plus de 80 parties civiles. Un montant de 31,3 millions d'euros est dû aux investisseurs. Mais « les comptes bancaires sont vides et l'existence d'un stock de diamants n'a pu être confirmée », regrette le ministère public. Emmanuel Abramczyk a plusieurs fois prétendu à l'existence d'un stock de pierres précieuses d'une valeur 25 millions d'euros, basé à Shanghai, en garantie des dépôts des clients. L'enquête de police en est arrivée à la conclusion que les quelques activités commerciales déclarées par l'escroc, comme l'achat de diamants, sont bien « fictives ». Un des rares diamants retrouvés a été expertisé par le joaillier Robert Goeres : il était en verre et ne valait pas un clou. « L'instruction judiciaire n'a pas permis de découvrir des documents d'exportation ou de taillage de diamants bruts », tranche le substitut du procureur dans son ordonnance de renvoi.

Dans le procès ouvert le 2 mai, les victimes sont plus d'une centaine à lorgner sur les miettes. Emmanuel Abramczyk a berné son monde et tout claqué. Après ses années de galère en France et à son arrivée au Luxembourg en 2006, le Français s'est inventé une vie de diamantaire. Le petit homme trapu se présentait comme un grand *business man*, montrant des photos d'une villa à Los Angeles, d'un yacht ou d'un jet privé qu'il prétendait posséder. Mais tout reposait sur du vent. Jusqu'à ses montres clinquantes : des contrefaçons. Les dommages causés par l'arnaque sont nombreux et profonds. « Une dame ruinée vit dans un foyer social. Personne n'a utilisé sa tête (pour mesurer l'ampleur des dégâts, ndlr), mais tous ont tendu la main (pour prendre l'argent) », a regretté le substitut du procureur qui se dit « convaincu qu'une partie de l'argent reste cachée ». Le principal accusé manque cruellement. L'action publique qui le visait s'est éteinte avec lui. Mais le procès en cours étale l'obscurité de la dépense. Est notamment reproché à l'ex-épouse d'Emmanuel Abramczyk, Barbara B, 55 ans, à sa maîtresse, Éléna C, 42 ans, et à son meilleur ami, Manuel de Carvalho, 57 ans, d'avoir bénéficié d'emplois fictifs chez RBH et/ou auprès de sociétés affiliées.

« Mon mari voulait mécarter du bureau. Il avait une maîtresse et il ne voulait pas que je la croise », a témoigné Barbara B à la barre au premier jour du procès où elle est notamment inculpée d'abus de biens sociaux. Lamborghini, Bentley, Maserati, Range Rover, Mercedes... de coûteux véhicules ont été achetés ou loués par RBH et ses cadres. Entre 2012 et 2019, la maison de maître de la famille Abramczyk à Merl était louée 10 000 euros par mois. Des voyages pour plusieurs centaines de milliers d'euros ont été organisés. Le juge Marc Thill reproche à l'ancienne épouse de l'escroc d'avoir joui des abus commis par son mari au détriment de ses sociétés (et bien sûr des victimes). « Vous avez profité » de la Bentley, dit le magistrat à l'accusée. « Oui, bah je m'y suis assise quand il était là », réplique la prévenue. Mariée depuis 2001,

elle dit avoir découvert « beaucoup de choses pendant l'instruction ». « Vous ne saviez pas que tout cela était une escroquerie ? », s'étonne le juge Marc Thill. « Absolument pas », répond celle qui a divorcé l'an passé. « Je voyais un homme qui faisait des affaires et qui voyageait pour ses affaires. Il montrait le Koï (une grosse pierre dont la valeur est inconnue mais qu'il exhibait à qui se montrait intéressé, ndlr). Il me rassure en me disant 'je suis au karaoké, je peux pas te parler'. Ils étaient tous saouls, c'était une catastrophe », lâche-t-elle. L'ex-femme d'Emmanuel Abramczyk maintient avoir effectivement travaillé pour les ressources humaines de RBH comme son contrat de travail l'exige. La société, au *business model* en carton, a employé jusqu'à 18 salariés, dont une partie pour l'usage privé, comme les femmes de ménage, le jardinier, le chauffeur ou encore le garde du corps. (Inculpé pour exercice sans agrément, ce grand costaud natif du Kosovo a assidûment participé aux audiences, assis des heures durant sur sa petite chaise, pour découvrir mercredi que le procureur demandait finalement l'acquiescement.)

Emmanuel Abramczyk avait rencontré sa maîtresse alors qu'elle servait dans un bar-restaurant à Strassen, à côté du centre commercial Belle étoile et devant lequel une Jaguar est exposée. Salariée de RBH, elle a gagné 6 000 euros par mois (mille de plus que l'épouse), mais elle n'avait pas non plus de bureau propre puisqu'elle ne passait que quand le patron était là. Elle exerçait en tant qu'apporteuse d'affaires. Mais elle en apportait peu. « Cinq ans chez lui pour quatre clients, payée 100 000 euros par an (avec appartement et voiture de fonction, ndlr). Ce n'est pas une bonne affaire pour la société RBH », ironise le président du tribunal. La prévenue a également voyagé à treize reprises en Asie avec Emmanuel Abramczyk. Elle ne participait pas aux rendez-vous de son amant. « Je ne connaissais rien », confesse-t-elle. « On avait bien compris », conclut le magistrat d'un ton résigné après une série de questions préliminaires. La maîtresse a voyagé entre outre au Japon ou au Mexique avec des membres de sa famille, sans Emmanuel Abramczyk, mais aux frais de ses sociétés. « C'était la contrepartie ? Lui partait en vacances avec sa femme et vous vous partiez avec votre famille », a résumé le juge.

Manuel de Carvalho, ancien patron de restaurant à Roeser, proche d'Emmanuel Abramczyk en affaires (condamné à un an de prison dans le dossier Caixa) comme dans la vie, est aussi accusé d'avoir bénéficié d'un emploi fictif. Interrogé sur la nature de son emploi, celui qui était officiellement *PR manager*, mais qui parlait très mal anglais répond qu'il s'occupait de la « mise en relation » avec la société de fonds EFA (European Fund Administration), avec PWC « pour créer un fonds d'investissement », puis avec la CSSF... mais également « avec le gouvernement chinois » avec qui il dit avoir « favorisé la rencontre ». Le substitut se mord la joue pour ne pas rire. Ce mercredi, le représentant du ministère public a requis trois années d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende pour l'ex-épouse du feu-escroc. Contre sa maîtresse et son meilleur copain, le substitut du procureur demande deux ans et 60 000 euros d'emprisonnement. ●

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Als die wilden Kerle schrieben

Michèle Thoma

Früher musste man Leichenwäscher (von *innen hab ich nie gelesen, zumindest nicht in den Autobiographien meiner amerikanischen Lieblingsschriftsteller) werden, zumindest, oder im Todestrakt gesessen haben, im Irrenhaus das damals noch Irrenhaus hieß, Baumwolle gepflückt haben, eine Bank überfallen haben oder einen Truck gedrivt haben. Eher harte Sachen. Wenn man Schriftsteller werden wollte, hundert Jahre früher musste Mann gar maudit sein, darunter ging gar nichts. Das las sich dann so blutig prunkvoll in den Klappentexten, das waren solche Appetizer für behütete Schülerinnen. Die Autoren waren richtige Draufgänger, und sind dann auch sehr oft drauf gegangen oder hockten wenigstens umnachtet und erleuchtet in einem Turm, der nicht aus Elfenbein war. Villon wurde gehängt, Oscar Wilde saß im Kerker. Sie waren schreckliche Haudegen, oder wenigstens Tramper oder Säufer oder Junkies, Burroughs erschoss seine Frau. Nicht dass ich das toll fände. Die Dichterinnen brachten sich bloß selber um.

Die Autorinnen hatten selten so ein aufregendes Leben, die wenigen die es gab, die sich vorm seriellen Gebären drückten wurden meist verrückt oder starben früh, die einzige Möglichkeit frei zu sein. Oder zumindest tragisch, das war die Strafe. Sie steckten den Kopf in den Gasherd, sie verbrannten auf dem Scheiterhaufen in ihrem Bett oder endeten vereinsamt und verarmt, wie das hieß. Gottseidank ist es jetzt jetzt, könnte man meinen, Nostalgie ist da fehl am Platz. Jetzt liest man bei den Autor*innen meist, dass sie Schreibschulen besucht haben oder Kreativkurse, und wenn es mal was Härteres war, sind sie eher die Opfer, die in einer Talk Show für Fortgeschrittene sensibel befragt werden, von einem Interviewer, der sehr vorsichtig vorgeht, weil das so sensibel ist. Und wenn eine Vita dann abgesehen von Depressionen, denen mit großem Verständnis begegnet wird, etwas krass ausfällt wird gleich die Triggerwarnung ertönen. Kann man das dem Feierabendpublikum zumuten? Kriegt es nicht Schüttelfrost und Ausschlag, wie das altmodisch heißt, oder schlimmer, es wird verstört, traumatisiert, irgendein Kindheiterlebnis, vermutlich ein verdrängter Missbrauch, wird getriggert?

Je schlimmer, je wüster ein Künstler war, desto besser. Verfemt war ein Ehrenmal. Nie wäre jemand auf die Idee gekommen, einem Künstler vorzuwerfen, Grenzen überschritten zu haben. Der Künstler musste grenzüberschreitend sein, das war schließlich sein Jobprofil. Er (gendern nicht nötig, s.o.) musste zu weit gehen, ein Künstler der nicht zu weit ging war gar keiner.

Aber jetzt, wer braucht jetzt noch solche altmodischen wilden Kerle, solche exaltierten Dichterinnen, die für uns an den Ketten der Konventionen rütteln die es gar nicht mehr gibt und Sprengsätze ins Gesicht des biedereren Lesepublikums knallen das es gar nicht mehr gibt? Einen Gott lästern, den es hier, wenn überhaupt nur noch in bekömmlichen Dosen gibt. Dieser Job ist doch längst erledigt, die Tabus liegen in Trümmern, super kleingekriegt!, endlich, der altmodische Schutt ist weggeschafft. So schön clean jetzt hier.

Was soll also noch gesprengt werden? Alles ist frei, wir sind befreit. Niemand muss mehr normal tun, die Idee fixe einer Norm ist längst entsorgt. Wir können doch machen, was wir wollen, und wenn wir es wollen können wir es. Das erzählen uns zumindest all die Start-Up-Winner-Typen, man muss nur dran glauben, es ist immer der Glauben. Glaub an dich und du bist deine eigene Göttin! Wir zupfen an unseren Barthaaren und



Sylvia Plath (1932-1963)

Die Autorinnen hatten selten so ein aufregendes Leben, die wenigen die es gab, wurden meist verrückt oder starben früh

starren in den Bildschirm-Horizont, was kommt von dort? Etwas gänzlich Neues, wird gemunkelt. Ganz neue Gottheiten. Solche die sich uns noch nicht vorgestellt haben. Wir können sie uns noch nicht mal vorstellen.

Kein Wunder, dass wir in unsere Safe Spaces krabbeln und es uns gemütlich machen in unsern Babbels, in denen wir vor uns hin brabbeln. Mit und für Gleichgesinnte(n). Mit richtigen Regeln wieder. Den einzig richtigen. Und neue Tabustellwände haben wir auch schon aufgebaut. ●

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Indispensable jus vert

Jean Lasar

Le solaire et le photovoltaïque avancent à pas de géant. Leur part dans la production d'électricité a augmenté de 19 pour cent dans le monde l'an dernier pour s'établir à 12 pour cent, selon une étude d'Ember, un think tank britannique voué à la transition vers l'électricité propre. Au point de susciter chez Malgorzata Wiatros-Motyka, l'autrice de l'étude, l'espoir que la part des énergies fossiles pourrait, enfin, commencer à baisser cette année.

À 436 grammes de CO₂ émis pour chaque kWh produit sur la planète, l'électricité a été globale-

ment plus propre que jamais en 2022, se réjouit Ember. Autre motif de satisfaction : malgré les bouleversements suscités sur les marchés de l'énergie par l'invasion de l'Ukraine et une croissance de 2,6 pour cent du volume global produit, l'an dernier n'a pas donné lieu, contrairement aux craintes, à un rebond significatif de la part du charbon : sa part n'a augmenté que de 1,1 point. La part du méthane a baissé de 0,2 pour cent, en réponse surtout aux prix élevés qui ont prédominé l'an dernier. Reste que les émissions liées à la production d'électricité ont augmenté de 1,3 pour cent, pour atteindre un niveau record.

Même en admettant que le monde abandonne enfin son obsession de la croissance et se mette sur les rails de la sobriété, il semble établi que la production d'électricité devra rester à un niveau élevé au cours des prochaines années. Cela commence par le fait qu'une personne sur dix dans le monde n'a pas encore accès à l'électricité, surtout dans des pays d'Afrique sub-saharienne et d'Asie : la généralisation de l'éolien et du photovoltaïque, aux prix de plus en plus compétitifs, leur offre la promesse de sauter purement et simplement « l'étape » des énergies fossiles. À noter dans ce contexte que le nucléaire et l'hydroélectricité ont tous deux cédé du terrain en 2022, le premier (-5%) à cause des problèmes techniques majeurs

rencontrés par les centrales françaises et de la fermeture d'unités allemandes et belges, le second en raison d'une production limitée, dans plusieurs pays, du fait de sécheresses.

Ensuite, ce n'est pas que le transport routier qu'il s'agit en outre de décarboner, mais aussi les activités industrielles et l'habitat (chauffage et climatisation), ce qui se fera en grande partie par le biais de l'électrification : autant de chantiers qui vont générer une demande additionnelle d'électricité.

Il existe néanmoins une trajectoire qui décarbonerait entièrement le secteur de la production d'électricité à l'horizon 2040 et mettrait celui-ci en phase avec les objectifs climatiques, résume Ember. C'est d'ailleurs une condition sine qua non pour atteindre celui d'une neutralité carbone générale d'ici 2050.

Une trajectoire plausible, certes, mais qui suppose que le monde embrasse avec bien plus de ferveur le photovoltaïque et l'éolien. Une trajectoire dont il faut aussi reconnaître qu'elle est incompatible tant avec les obstacles démagogiques lancés dans les roues de ces technologies qu'avec les hallucinations entretenues à grand renfort de lobbying industriel quant aux potentiels sauveteurs à grande échelle de l'hydrogène ou du nucléaire. ●

ZU GAST

Sicherheit ohne Wenn und Aber

Die Statistiken sprechen eine klare Sprache. Die Kriminalität in Luxemburg steigt. Die objektive Sicherheitslage bestätigt das Bauchgefühl zahlreicher Bürgerinnen und Bürger im Land. Diese Tatsache darf nicht für Polemik missbraucht werden, sie muss die öffentliche Hand allerdings daran erinnern, dass die Sicherheit der Bevölkerung zu den fundamentalen Aufgaben der Politik gehört.

Wirkung sorgen, da sie einen direkten Richterspruch samt möglichen Konsequenzen mit sich bringt.

Claude Lamberty ist Abgeordneter der DP

Diese Tatsache verlangt direkte sowie strukturelle Anpassungen. An erster Stelle muss die Verstärkung der Polizeibelegschaft weitergeführt werden. Die Polizei muss sichtbar und in direktem Kontakt mit dem Bürger sein. Die große Mehrheit der Bevölkerung verlangt solch eine Präsenz. Auch wenn dies die grundlegenden Ursachen der Kriminalität nicht lösen wird, so sorgt sie dennoch für eine konkrete Abschreckung vor Ort. Und jede vermiedene Straftat – vor allem, was die sogenannte Kleinkriminalität betrifft – verringert die administrative Belastung der Ordnungskräfte.

Bis 2026 werden an die tausend Polizisten und rund 250 Zivilisten eingestellt werden, um den wachsenden Herausforderungen des Korps gerecht zu werden. Die DP unterstützt diese Politik aus drei Hauptgründen: 1. Die Arbeit der Polizei wird immer komplexer; ohne Überstunden ist die tagtägliche Arbeit oft nicht zu bewältigen. 2. Mehr Personal ermöglicht auch den Beamten der Polizei eine bessere Work-life balance. 3. Viele Beamten sind auf dem Sprung in den wohlverdienten Ruhestand.

Die beste Vermeidung von Straftaten ist die Prävention. Insofern muss die Politik ihre Bemühungen um mehr soziale Gerechtigkeit, eine faire (Aus-)Bildung und Arbeitsplätze weiter ausbauen. Im Endeffekt sind es die Ordnungskräfte, welche die Folgen von sozialen Problemen direkt erleben. Deshalb spricht die DP sich für eine Reihe von konkreten Maßnahmen aus, die die Arbeit der Polizei einfacher machen können.

So würde die Einführung einer sofortigen Vorführung vor dem Strafrichter (*comparution immédiate*) bei vordefinierten Straftaten sicher für eine abschreckende

Auf Gemeindeebene müssen die Präventionskomitees (*comités de prévention*) unbedingt stärker im Alltag der Verantwortlichen verankert werden. Des weiteren verlangt die DP die Einführung einer kommunalen Polizei (*Police municipale*). In Zusammenarbeit mit den lokalen Agents communaux können diese dann für eine verstärkte Präsenz an jenen Orten sorgen, welche den Einwohnern und Gemeindeverantwortlichen am meisten Sorgen bereiten. Eine zusätzliche Verbesserung für die Polizeiarbeit wären die Einführung von Bodycams und Dashcams. Sie gehören in vielen anderen Ländern längst zur Grundausstattung der Ordnungskräfte und dienen der Dokumentation von Einsätzen.

All diese Maßnahmen bedürfen natürlich eines klaren gesetzlichen Rahmens, der die Persönlichkeitsrechte in keiner Weise beeinträchtigen darf.

Schlussendlich müssen wir aber das Ziel klar vor Augen behalten: In Luxemburg darf es keinen rechtsfreien Raum und keinen Platz geben, an dem die Menschen sich nicht sicher fühlen. ● Claude Lamberty

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Um Jang sengem Stull geseet

Jacques Drescher

Méi Jonker an der Chamber?
Jonk Frae fir de Krich?
Jonk Aler si gefälleg –
No Karriär op der Sich.

Jonk Spunten an al Männer –
De Corbyn war net al.
Eng Hoffnung fir vill Jonker,
Mee vill ze radikal.

Jonk Wëllef wëlle billen.
Mee bäissen? Léiwer net!
Si sëtze wéi hir Pappe
Gemittlech an der Mëtt.

De jonke Sozi réffelt:
Den Asselborn muss fort!
D'accord, wann dat de Sënn ass:
Gutt fir de Vëllossport!

Design flottant

Le 31 mai Cercle Cité accueillera le lancement de l'European Design Festival 2023 (jusqu'au 4 juin). Pour aller plus avant dans sa participation, il ajoute une dimension plus accessible au grand public. « À l'époque de la biennale Design City, on voyait du design dans l'espace public et je pense que ça manque aujourd'hui. La scène est très active, mais il y a peu de lieux où la connaître », estime Anastasia Chaguidouline, directrice du Cercle Cité. Elle a donc cherché un projet à présenter hors les murs (d'autant plus que le Ratskeller est occupé par l'exposition du Mois européen de la photographie). Après une rencontre avec Wouter Huis, responsable du Greylight Projects, une plateforme pour les pratiques artistiques contemporaines aux Pays-Bas, l'idée d'importer son événement *What the Flag?!* fait son chemin. Depuis 2021, des artistes sont invités à créer des drapeaux en relation avec leur propre travail et dans le contexte de l'endroit où ils sont présentés dans la ville néerlandaise d'Heerlen. Pour l'édition luxembourgeoise, Stina Fisch, Marco Godinho, Julien Hübsch, Reza Kianpour, Vera Kox, Lagerkultur, Miriam Rosner et Sarah Schleich ont été conviés (une sélection réalisée par Anastasia Chaguidouline, le temps manquant pour un appel à participation) à faire de même. Il leur est demandé de remettre en

question le drapeau non seulement d'un point de vue formel mais aussi conceptuel, en transposant leur pratique sur ce support spécifique et dans l'espace public. À partir du 15 mai, l'exposition *What the Flag?! in Luxembourg* se déploiera entre les lieux centraux du European Design Festival (Casino Luxembourg, Rotondes, Cercle Cité, Schluechthaus et Luca) formant un parcours que l'on peut suivre à l'aide d'une carte (disponible au Ratskeller). En plus, dix drapeaux issus des archives du Greylight Projects et réalisés par des artistes internationaux seront présentés aux environs de la Place d'Armes (photo : Cercle Cité).

Un drapeau n'est jamais neutre. Ils sont utilisés pour transmettre des signaux, pour identifier des pays, des régions ou des villes, ou des organismes. Ils servent à délimiter visuellement un territoire. Les couleurs des drapeaux ont des significations historiques et symboliques. Ils sont aussi fréquemment utilisés pour représenter des idées et des croyances politiques. Leur place dans l'espace public n'est pas insignifiante non plus comme le prouve le débat actuel en France sur l'obligation d'apposer les drapeaux français et européen sur les mairies. Il est donc pertinent de demander aux artistes de s'en emparer. [fc](#)



Le son de Venise

Le rapprochement entre arts visuels et sons prend une place de plus en plus importante dans les pratiques contemporaines. L'exposition *Sound Without Music* au Casino Luxembourg en 2022, le travail de Nika Schmitt ou de Charles Rouleau, pour ne citer que ce qui est proche, le prouve. Le choix d'Andrea Mancini avec Every Island pour représenter le Luxembourg à la Biennale d'art de Venise 2024 est une étape supplémentaire dans cette tendance. Leur projet *A Comparative Dialogue Act* a été retenu après un premier appel à candidatures en janvier dernier, puis une présélection de quatre équipes artistiques pour le second tour. « Le jury a choisi à l'unanimité la contribution d'Andrea Mancini & Every Island,

estimant que cette proposition était, sur le fond comme sur la forme, la plus contemporaine », commente le justificatif. Le collectif veut transformer le pavillon luxembourgeois de Venise en lieu de production artistique, un *soundlab* ouvert, et y inviter d'autres collaborateurs à créer collectivement, pendant toute la durée de la Biennale, un paysage sonore à la façon d'un collage. « Le collectif invitera une jeune et influente génération d'artistes sonores à développer le « son de la Biennale » sur ses lieux mêmes, dans un studio acoustique intégré dans l'architecture du pavillon. » Le projet coche donc toutes les cases de ce qui se fait dans l'art le plus actuel : du son, du collectif, du work in progress où le public peut suivre le processus créatif et l'ouverture aux jeunes. Et pour finir, « la composition du collectif est représentative de la diversité sociale, culturelle et linguistique du pays ». Andrea Mancini (1989) n'est plus un inconnu sur la scène luxembourgeoise. On a vu récemment son travail aux Rotondes (*Minerals*), au Casino Luxembourg (*Matter of Deep Dreaming*) ou au Casino Display (*New Age Landscape*). Sa pratique multidisciplinaire explore la relation entre l'espace, le sujet et le son. Il travaillera avec Every Island, un collectif de design basé à Bruxelles qui étudie la performativité (soit le fait de réaliser une action par le fait même de son énonciation) dans l'espace à travers des architectures et des installations éphémères. Le commissariat de l'exposition sera confié à Joel Valabrega, curatrice pour la performance et l'image en mouvement au Mudam Luxembourg. [fc](#)



Collage

Les théâtres sont enfin soulagés, les affres de la pandémie se sont éloignés : Le public est revenu et les productions grand format peuvent à nouveau être envisagées. Lors de la présentation de la saison 2023-24 des Théâtres de la Ville de Luxembourg, l'augmentation de la fréquentation de 54 pour cent par rapport à la même période de janvier à juin 2022 et surtout l'augmentation des abonnements de 35 pour cent par rapport à la saison précédente nous ramènent presque au même niveau qu'avant le covid. Les responsables ont confié les illustrations du catalogue de la saison au collagiste luxembourgeois Lascar (qui signait une page d'artiste dans le *Land* du 25 octobre 2019). Ce n'est sans doute pas pour rien : on a affaire à un beau collage de 49 productions en opéra, danse et théâtre. Un fil rouge est difficile à tisser. Tout au plus, « la saison mettra à l'honneur les communautés d'ici et d'ailleurs », comme l'indique Tom Leick-Burns, le directeur, dans son introduction, ce qui est vrai à peu près chaque saison. On retiendra quelques temps

forts comme le Red bridge project et son artiste invité Lemi Ponifasio, chorégraphe, danseur, metteur en scène, designer, artiste et activiste samoan et néo-zélandais. Plusieurs créations sont au menu, mettant en avant des artistes associés : Myriam Muller (*Elena*), Renelde Pierlot et Ian De Toffoli (*Léa et la théorie des systèmes complexes*), Anne Simon (*Cock*), Alexander Zeldin, ou Elisabeth Schilling. On ajoute le chorégraphe Wim Vandekeybus pour la création mondiale de *Infamous Offspring*. C'est aussi le retour des grands opéras : *La Clemenza di Tito* (Mozart), *Falstaff* (Verdi), *Orphée et Eurydice* (Gluck), *David et Jonathan* (Charpentier). Le Grand Théâtre retrouve aussi sa bonne réputation en matière de danse contemporaine avec des chorégraphes comme Angelin Preljocaj, Eun-Me Ahn, Eric Gauthier, Tanztheater Wuppertal, Boris Charmatz ou Philippe Decouflé. Il en va aussi de cycles thématiques comme « L'intime et le politique » donnant une voix aux destins trop longtemps inaudibles au théâtre ou le focus « Welten im Umbruch » réunissant des pièces du monde théâtral germanophone. Pas de comédie musicale pour la fin d'année, mais un grand spectacle autour de la *Neuvième* de Beethoven, signé Yaron Lifschitz avec le Circa Ensemble qui mélange danse et performances acrobatiques (photo : Laura Manariti). [fc](#)

Mémorial digital

C'est un projet d'une rare ambition, probablement unique au monde. Des chercheurs tentent de reconstituer les biographies de toutes les personnes qui vivaient au pays avant et pendant l'Occupation nazie et qui ont été persécutées parce que définies comme « juifs ». Lancé en octobre dernier par la Fondation luxembourgeoise pour la mémoire de la Shoah et le C2DH de l'Université du Luxembourg, *memorialshoah.lu* se présente comme un mémorial numérique en construction. En sept mois, le site est passé d'une quarantaine de notices biographiques à 73, chacune disponible en trois langues. Dirigé par Laurent Moysse et Denis Scuto, le projet réunit des chercheurs universitaires, des étudiants, des journalistes ou encore des historiens retraités. (Parmi la quarantaine d'auteurs, on retrouve ainsi Ben Fayot, Antoinette Reuter, Germaine Goetzinger, Henri Wehenkel, Inna Ganschow ou encore Benoît Majerus.) Le projet se veut public et participatif, et « toutes les personnes intéressées sont invitées à participer au mémorial », lit-on sur le site. Les articles se basent en large partie sur les archives de la Police des Étrangers, défrichées au cours des dernières années. (Une convention entre les Archives nationales et l'Uni.lu vient d'être signée afin de « simplifier » l'accès des chercheurs aux dossiers, explique Denis Scuto.) Afin de ne pas se cantonner

à une vue étatique purement administrative (et largement répressive), *memorialshoah.lu* a lancé un appel aux descendants des familles à prendre contact. Les contributions ne considèrent « pas uniquement le destin individuel, mais plutôt la famille dans son ensemble ». Un « work-in-progress » qui ne vient que de commencer. Les financements sont assurés pour les quatre prochaines années. [bt](#)



So lauschter mol

Nach der ersten Auflage von *E roude Fuedem duech de roude Buedem* für Esch2022 (*d'Land*, 02.09.2022), wo Theaterstücke auf festgelegten Spaziergängen im Minett aufgeführt wurden, hat das Künstlerkollektiv Maskénada nun weitere Hörspiel-Spaziergänge produziert. Zur Erinnerung: Bei diesem Projekt war es darum gegangen, die Frauenfiguren in den traditionellen Legenden Luxemburgs in den Vordergrund zu stellen, und sich zu fragen, auf welche Weise und mit welcher Intention frau in ihnen vorkommt. Es gibt nun neben *De sëlwer-roude Rack* im Ellergonn in Esch und *Malleus Maleficarum 2.2* auf der Haard in Düdelingen insgesamt vier neue Erzählungen zu hören: *Déi rout Drëps – Wat kucks du?* in

Sassenheim/Zolwerknapp (auch auf Französisch, Portugiesisch und Italienisch zu hören) und *Nuetsgejâiz & Bëschgepëspers* im Obeler Wald in Bettemburg. Zwei Bonus-Stücke, *Ouni Kapp* und *Zowaasch* werden erst in der App freigeschaltet, wenn die anderen vier angehört wurden. Die Wege sind etwa zwei Stunden lang. Mitgewirkt haben u.a. Natascha Bisbis, Luc Lamesch, Sabine Tonnar, Piera Jovic und Tammy Reichling. Ein Smartphone mit Qr-Code-Scanner ist unumgänglich; die App *Roude Fuedem* ermöglicht die *Lauschter-Trëppeltouren*. [sp](#)

Déconstruire, couche par couche

France Clarinval

Après plus de trois ans de recherche, d'écriture et de maturation, le projet *Papaya* voit le jour ce vendredi à la Kulturfabrik. Cette performance afro-féministe explore les identités plurielles

Les protagonistes du collectif Papaya se définissent comme des « artistes ». C'est-à-dire pratiquant l'intervention militante à travers la création artistique et, inversement, un art relatif aux préoccupations politiques et sociétales. Leur projet, qui porte aussi le titre de *Papaya*, parle d'identité et de souffrances psychologiques liées aux personnes afro-descendantes. Aussi, il leur importe de se présenter selon les termes qu'ils ont choisis : Jennifer Santos Lopes (femme cisgenre, pronom elle), Eric G. Foy (homme cisgenre, pronom il), melissandre varin (pas de majuscule à son nom, personne trans queer, pronom iel) et Sym (iel, *care coordinator* du projet). Ce n'est pas anodin, cela fait partie de leur réflexion et de leur travail d'écriture que de cerner leurs identités. Un terme que l'équipe met forcément au pluriel pour signifier la multiplicité des identités de chacun et la difficulté à les définir toutes.

Les premières idées naissent avec la création du réseau afro-descendant Finkapé en 2019 qui lutte contre les discriminations et porte haut les revendications afro-féministes. Jennifer Santos Lopes, danseuse et créatrice textile, veut d'abord

« en apprendre plus sur mes racines » et arrive très vite à « un projet créatif de déconstruction et de libération ». À la même époque, melissandre varin (qui tient aux minuscules à son nom, par humilité, pour « déconstruire les hiérarchies » et en référence à audre lorde ou bell hooks, figures historiques de l'afro-féminisme) expose au CID Fraen a Gender. La volonté de travailler ensemble naît de nombreuses discussions, par écran interposé car melissandre habitait à Birmingham à l'époque, « un bon entraînement pour la période où Zoom est devenu incontournable ». Ces conversations construisent peu à peu les contours de *Papaya*. « Nos conversations ne relevaient pas tout de suite de considérations artistiques, mais creusaient dans nos parcours, nos intimités, nos expériences », détaille melissandre varin. Iel parle d'un processus féministe où l'écoute, l'intime et la tendresse sont mises en avant : « Ce n'est pas pour papoter, c'est politique. » L'idée forte du projet est d'utiliser l'art pour déclencher une prise de conscience, réparer les traumas et transformer la déconstruction en reconstruction. « Comment créer, nourrir, guérir et partager les conditions de l'amour au-delà des discriminations et des enjeux

de pouvoir ? », résume Jennifer. « On se nourrit des expériences qui sont contenues dans nos corps, mais aussi les traumas de ceux et celles qui nous ont précédés », complète melissandre.

Le nom Papaya était un des premiers jalons. « Un premier point de questionnement était la fétichisation du corps des femmes noires qui sont vues comme des fruits exotiques », retrace Jennifer Santos Lopes. Elle associe cette idée d'exotisme à la papaye alors même qu'elle n'en mange pas. « Mon corps a été très tôt objectifié et hypersexualisé. Cette idée d'être dégustée est assez répugnante, j'ai pensé à un fruit peu ragoûtant ». La matière première sur laquelle les artistes vont travailler est bien là : les discriminations et assignations diverses que peuvent subir les afro-descendantes. « On ne rend parfois même pas compte des agressions, tellement on a intégré une perspective blanche, établie comme la norme. Pour sortir de cette assimilation, il faut changer de perspective et retrouver nos corps ». Le fruit est désormais mûr et prêt à être récolté : « Trois ans et demi de processus c'est long. Cette maturation était nécessaire, c'était beau, mais on est prêt à donner naissance », ajoute melissandre varin en poursuivant l'analogie. Au final, sur la scène de la Kulturfabrik, on assistera à un mélange de danse, de textes, de sons, d'installation, d'art du textile et de performance.

Ces années de création ont été jalonnées par des temps de résidence où les artistes se retrouvaient et d'autres moments où le travail était plus personnel, pour nourrir dossiers et fichiers partagés. « Mes textes sont issus de mes archives personnelles, récoltées au fil de lectures et de rencontres, autour de la famille comme une institution à questionner voire à détruire. D'autres émergent de notre processus d'échange avec Jen », détaille melissandre. De son côté, Jennifer travaille le mouvement et la danse (avec l'œil extérieur et expérimenté de Georges Maikel Pires Monteiro) et récolte des tissus qui deviendront les costumes. Pour aller plus avant dans leurs recherches, elles organisent et participent à des ateliers et groupes de parole : « Les témoignages des autres valident en quelque sorte ce qu'on ressent ». Elles mesurent aussi leurs différences et les multiples aspects de leurs identités : Les racines de leurs ancêtres, le lieu où elles ont grandi (au Luxembourg ou en banlieue parisienne), leur orientation sexuelle, leur niveau d'étude. Pas question dès lors de proposer une performance stéréotypée. Pour melissandre, « il fallait sortir des boîtes dans lesquelles on met généralement les performeurs noirs desquels on attend des cris ou de la violence. La tendresse était notre réponse ».

Il y a un an, l'équipe effectue une première résidence à Coventry, au Warwick Arts Centre qui est en fait leur première rencontre physique. « J'ai été surprise par la connexion qui s'est faite entre nos mots et la musique d'Eric G. Foy, basée sur des enregistrements de la vie de tous les jours. C'était très fort, très émouvant. Ça ajoute une dimension aux mots et aux mouvements », se souvient Jennifer. L'expérience britannique était aussi l'occasion de mesurer l'écart de maturité avec le Luxembourg. « C'était très libérateur de voir un autre terrain et d'autres personnes qui

Jennifer Santos Lopes, danseuse et créatrice textile



« On ne rend plus compte des agressions, tellement on a intégré une perspective blanche, établie comme la norme. Il faut changer de perspective et retrouver nos corps. »

Jennifer Santos Lopes

se sont déjà emparées de ce sujet et à qui on n'a pas besoin d'expliquer ce qu'est être afro-descendant », ajoute la Luxembourgeoise. Elle note que les créations qui s'intéressent à ces sujets y sont déjà nombreuses : « des barrières ont déjà été poussées, des espaces ont déjà été créés. Ici, c'est encore fébrile. »

Lors de cette résidence, l'équipe a été accompagnée par une thérapeute, qui les suit toujours à distance aujourd'hui, lors des résidences au Trois-CL et à la Kulturfabrik. La réflexion sur la santé mentale, la leur notamment, a été menée tout le long d'un processus qui entend transformer les manières de travailler ensemble. « Je savais qu'on allait déterrer des sentiments, mais surtout pas mal de traumas et qu'un suivi psychologique allait être indispensable. Cette aide était prévue dans notre budget dès le début »,

souligne Jennifer. Grâce à la présence de cette thérapeute qui a été choisie pour son expérience dans le domaine de l'art, mais aussi parce qu'elle est une femme racisée, le projet a pu avancer plus loin, comme l'explique melissandre : « On savait déjà qu'on se soutenait mutuellement, mais nous ne sommes pas des professionnelles. Elle nous a tenues, comme si on apprenait à nager. » Et ce sont en effet des eaux troubles dans lesquelles elles se jettent. Jennifer abonde : « Je dois régulièrement confirmer que je suis Luxembourgeoise et que je parle luxembourgeois. C'est un racisme intériorisé dont je veux me débarrasser couche par couche, pour trouver une part de moi qui est intouchée. C'est comme m'arracher la peau. »

Cette démarche thérapeutique novatrice pourrait être utile à d'autres artistes. « La notion de *care* dans le processus de création prend de plus en plus de sens : comment faire en sorte que les artistes se sentent bien et que l'institution qui les accueille ait la capacité de répondre à leurs attentes », détaille melissandre. Elle explique que l'implication de *care coordinator* est de plus en plus courante en Grande-Bretagne pour faire le lien entre les artistes et les institutions. « Il s'agit de travailler sur les attentes, les limites, les peurs, les désirs et d'éviter ainsi le sentiment de trahison ou d'abandon. Cela permet aussi plus de compassion et de compréhension. »

Un soin que Papaya veut aussi apporter à son public en intégrant des personnes qui se sentent généralement exclues des lieux de culture et en offrant une collation à la fin du spectacle. « Notre souhait est de voir un public afro-descendant qui se sente concerné et qui se pose des questions sur la déconstruction. J'espère qu'on touchera un public diversifié, pas seulement des gens qui vont régulièrement au théâtre », conclut Jennifer. ●

Papaya est à voir ce vendredi et ce samedi à 20h à la Kulturfabrik



melissandre varin, plasticienne et performeuse



MIKE ZENARI
HUMAIN

29.04.2023 - 18.06.2023
EXPOSITIONS AUX
CENTRES D'ART NEI LIICHT & DOMINIQUE LANG

Expositions ouvertes du mercredi au dimanche de 15h00 à 19h00
www.galeries-dudelange.lu



SVEN BECKER
IMPERMANENCE HORIZONS



THÉÂTRE

Histoire de la violence

À la *carabine*, texte fort de Pauline Peyrade, dans une juste mise en scène de Fábio Godinho, est encore à l’affiche ce week-end au Théâtre du Centaure. Il en va dans cette pièce radicale du rapport des femmes à la violence, une problématique qui traverse l’œuvre de la jeune autrice française, romancière et dramaturge mais aussi metteuse en scène.

Les musiques et les sons de la jeune compositrice Nigji Sanges mettent le récit de *À la carabine* en relief

Ce texte c’est d’abord l’histoire d’une commande faite par La Colline, le Théâtre national de Strasbourg et la Comédie de Reims. Une pièce écrite pour des jeunes et créée en 2019 dans des lycées avant d’être publiée aux Solitaires Intempestifs (2020). Récompensée du Grand Prix de littérature dramatique 2021 et du Prix Godot 2022, *À la carabine* parle de manière directe du viol, de ses impacts dévastateurs et du besoin de se faire justice. Le texte est violent, cru, radical... Il s’approprie aussi le langage des jeunes. Cet opus se base sur une histoire vraie, celle d’une fillette de 11 ans agressée sexuellement par un jeune homme qui ne sera pas condamné pour viol mais pour détournement de mineur par le tribunal, la jeune fille ayant été déclarée consentante ! Une double violence donc et une terrible injustice pour cette jeune fille dont Pauline Peyrade a voulu se faire l’écho à travers l’écriture dramatique.

Dans cette courte pièce (moins d’une heure), deux histoires se trament, l’une se déroulant juste avant le viol, l’autre longtemps après. Dans une fête foraine, à un stand de tir à la carabine, une jeune fille vise le gros lot, un grand dauphin. Surgit un ami de son frère, venu d’ailleurs sur les conseils de la mère pour surveiller « la petite ». Très vite, sa présence pèse. Peu à peu, les tableaux se déploient et la tension montera jusqu’à l’horreur.

De manière alternée, une autre histoire se déroule sous nos yeux de spectateurs-témoins : des années plus tard, la jeune fille dévastée, désormais jeune femme, prépare sa vengeance, seule issue possible pour elle. Là encore, on se rapproche petit à petit de l’acte fatal – un

retournement de situation (« suce, connard » dit-elle alors qu’elle lui enfonce l’arme dans la bouche) – en assistant à ses entraînements : elle court, elle boxe, elle pose la carabine sur l’épaule, elle arme, tout s’enchaîne méthodiquement.

Si le texte a été écrit pour deux comédiennes « parce que l’enjeu est de se réapproprier ce récit violent et surtout de questionner le rapport des femmes à la violence » dit l’autrice, au Centaure Fábio Godinho a choisi de diriger une fille et un garçon (deux très jeunes comédiens) et leur a laissé toute l’amplitude nécessaire au jeu et à la montée de la tension dramatique. Amal Chtati, toute entière à son personnage – des gestes caractérisés de l’adolescente à la rage de la jeune femme – et Simon Horváth, incarnant dans un jeu plus nuancé un jeune homme ambigu et trouble, se frôlent, se heurtent, se télescopent.

De télescopage, il est aussi question dans le passage d’une histoire à l’autre, d’un temps à l’autre, passage qui se fait sur le mode de la rupture avec quelques éléments sonores et visuels forts, comme ces bruits secs de l’armement de la carabine et ces changements brusques de lumières. Et si on est à la fête foraine, aucun son typique de la fête ne parvient, comme si le lieu était tout à coup isolé et laissait entendre une toute autre musique, beaucoup plus menaçante. Les musiques (électro notamment) et les sons de *À la carabine*, de la jeune compositrice Nigji Sanges, mettent en relief le récit.

La scénographie épurée de Marco Godinho laisse advenir une atmosphère irréelle et d’une inquiétante étrangeté. Le plateau est investi par un singulier « corps de ballet » formé de ballons gonflés à l’hélium qui semblent flotter et sont en équilibre précaire (au sol partout des éclats de ces « bombes à retardement » voulues par le scénographe). Ils apparaissent tantôt argentés, tantôt dorés, tantôt violets quand ils ne disparaissent pas dans l’obscurité ambiante. Les lumières contrastées et expressives d’Antoine Colla révèlent les personnages dans toutes leurs émotions.

À la *carabine* de Peyrade/Godinho, un spectacle de l’urgence, qui saisit et interroge. ● Karine Sitarz

Il reste des représentations, les 12 et 13 mai à 20h et le 14 mai à 18h30 au Théâtre du Centaure



Amal Chtati et Simon Horváth se frôlent, se heurtent, se télescopent

PHOTOGRAPHIE

La chambre blanche

Marianne Brausch

La photographie dans la mémoire minérale. Une expérience de Raphaël Lecoquierre



Des sculptures évoquent le stuc disparu au fil du temps.

La photographie stockée dans les clouds a-t-elle le même sort ?

Est-ce que la photographie peut être autre chose qu’une représentation imprimée ? *Tills*, l’installation de l’artiste Raphaël Lecoquierre, est une des expérimentations les plus étonnantes du thème *Rethinking Identity* du Mois européen de la photographie appliqué à l’objet « photographie » en tant que tel.

Après une phase intermédiaire de la vie des images (voir *d’Land* du 5 mai dernier), nous voici dans celle de la disparition figurative de la photographie. L’expérience de Raphaël Lecoquierre, né en 1988, qui vit et travaille à Bruxelles, est sa première exposition monographique. Stilbé Schroeder et Kevin Muhlen en sont les curateurs. C’est impressionnant. Tout d’abord parce qu’en tant que visiteur, au rez-de-chaussée du Casino Luxembourg – Forum d’Art Contemporain, on ne voit que des parois blanches striées de marques de couleurs et on marche sur un sol légèrement teinté de même. Rosées et bleutées, il n’y a rien d’autre.

On regarde de près, on effleure la matière du doigt. On touche une matière minérale, totalement lisse, mat et brillante par endroits. Mais où donc est la photographie ? Elle est seulement suggérée, avec leur cadre, par des volumes légèrement saillants des murs – carré, rectangle, rond.

Plongés dans l’espace blanc de *Tills*, nous sommes de fait dans la photographie même. Les stries colorées, c’est la substance chimique de tirages analogiques. Raphaël Lecoquierre a extrait les couleurs de photos de famille, de paysages et autres images récupérées. Opérant suivant un procédé chimique par oxydation, il les a ensuite mélangées aux matières de base du stuc. Du plâtre, de la poussière de marbre et de la colle.

Raphaël Lecoquierre appelle ça « stuc vénitien », car dans la cité lacustre, on l’a souvent

utilisé pour imiter le marbre beaucoup plus onéreux. Mais le stuc est une technique très ancienne qui a été utilisée dès l’Antiquité. Dans cette installation sur la disparition de la photographie, l’artiste utilise donc aussi la sculpture pour rappeler le travail *a fresco* dans ces civilisations. Les formes géométriques sont simples : pyramides, colonnes des temples grecs et romains, des églises, étaient recouvertes de motifs en stuc qui, au fil du temps, ont disparu.

On peut penser que Raphaël Lecoquierre va encore plus loin. Si dans l’installation dans le hall du Casino, la colonne couchée est, supposons celle renversée d’un temple ou d’une église, la colonne dressée peut être une carotte de couches géologiques. Lors du lent glissement des glaciers, apparaissent en effet les moraines, que l’on appelle scientifiquement till, auquel renvoie *Tills*, le titre de l’exposition. Parmi les objets figurés, voici d’ailleurs une forme minérale : les débris rocheux entrent dans la composition du stuc.

En sourdine, on entend comme un drone (musique *Still* de Lou Drago) qui survolerait des apparitions de paysages, de montagnes, des glaciers, des rivières, des rochers. « À fixer longtemps les taches sur un mur, on verrait apparaître l’analogie d’images »... C’est une citation de Léonard de Vinci dans son *Traité de la peinture*. Les photographies ne seraient pas stockées dans les clouds des serveurs informatiques mais condensées ici, dans des stries du stuc de *Tills* ? ●

Tills de Raphaël Lecoquierre, est à voir au Casino Luxembourg – Forum d’Art Contemporain, jusqu’au 10 septembre

Déferlements bleus

Lucien Kayser

Des catastrophes naturelles aux désastres électoraux et politiques, tantôt la littérature anticipe, tantôt, impuissante, elle ne peut que réagir et résister

Anders als etwa Kathedralen oder Naturpanoramen, für die sie auch mehr als einen Blick brauchte, um sie ganz zu erfassen, versetzte das Gangrün sie weder in Staunen noch in Ehrfurcht. Stattdessen spürte sie ein tiefes Entsetzen. Das, was vor ihr war, durfte einfach nicht sein. Nicht nur wegen des blauen Glühens und der schieren Grösse...

Nous sommes dans les toutes dernières pages du roman de Maxime Weber, lauréat du prix Arts et lettres de l'Institut grand-ducal qui lui a été remis la semaine passée. Dans les derniers moments où Jeanne, le personnage principal du roman, cherche à échapper au déferlement bleu et fatal, au déploiement inarrêtable dont elle a eu connaissance une première fois dans son voyage de Paris à Luxembourg. Mais le danger, alors, était bien lointain, le mal avait commencé à se déverser sur la ville indienne de Varanasi, autrement Bénarès, ville vouée par essence à la mort.

Au long des pages de *Das Gangrün* (Kremart éditions), plus rien ne l'empêchera de progresser, le voici, *Pardange war zu einer Insel inmitten eines faulenden Ozean geworden*, submergeant le village de l'est du pays où la jeune femme a cherché refuge auprès de sa famille. Et Maxime Weber de nous confronter aux destins personnels qui changent, à la désorganisation d'une so-

Maxime Weber nous confronte aux destins personnels qui changent, à la désorganisation d'une société bouleversée

ciété bouleversée. Où se révèlent, se découvrent égoïsme tout aussi bien que générosité et humanité. Il en va ainsi dans les heures où l'existence d'un coup est en jeu.

Maxime Weber avait conçu son roman avant la pandémie dont l'OMS vient de lever l'alerte maximale. Sa fiction a été rejointe par la réalité. Une réalité qui pourrait néanmoins s'avérer très sombre dans l'avenir. Il est des catastrophes naturelles, tels les tremblements de terre, disons indépendantes de l'homme. De moins en moins, nous pensons que l'homme n'est pour rien dans d'autres changements, prévisibles, tout aussi radicaux, dans son environnement. Et il ne servira à rien de faire des processions pour la pluie dans le sud de l'Espagne menacé de désertification. Avec en plus El Niño dont l'Organisation météorologique mondiale dit que le phénomène climatique sera vite de retour.

Il y a pire, et ce pire est entièrement dû à l'homme. Autre déferlement bleu, dans les élections autrichiennes par exemple, où cette couleur céleste est accaparée par l'extrême-droite. Ailleurs, les partis de pareille mouvance aiment à afficher les couleurs du drapeau de leur pays, regardez du côté des Le Pen et Meloni, voyons du côté hongrois ; impossible en Autriche avec la couleur rouge.

On ne va pas fouiller dans les poubelles de l'Histoire, énumérer les régimes autoritaires, carrément fascistes, au pouvoir après des élections « démocratiques ». On peut toutefois s'étonner de l'obstination des Autrichien(ne)s, notamment après les désastreuses expériences des Haider et Strache. Et avoir peur aujourd'hui avec les succès répétés, en Basse-Autriche, dans le pays de Salzbourg, du parti de Herbert Kickl. Avec l'empressement de l'ÖVP de s'assurer le pouvoir dans des alliances plus que douteuses. Mais on sait que la gangrène est liée à une circulation sanguine déficiente dans le corps, en l'occurrence social.

De quoi alarmer tels intellectuels, les faire réagir. L'écrivain et publiciste Karl-Markus Gauss fait part de sa déception, de son incompréhension ; la jeune romancière Helena Adler, parangon d'un Anti-Heimat-Roman avec *Die Infantin trägt den Scheitel links et Fretten*, trouve même des accents bernhardiens, jelinekiens, pour dire son dégoût :

Vor unseren geängstigten Augen: Blauschimmel überzieht die mit allen Weihwassern gewaschene Barockstadt, eine feuchte Versuchung all die modrigen Kirchenritzen, man verführt sich gegenseitig und verflucht sich anstandshalber. Bald aber stellt man den nächsten Maibaum auf und verlischt sich mit Blauem Blut. Gotteslob und Heimatland!... ●

KINO

Angstszenarien

Marc Trappendreher

Der US-amerikanische Regisseur und Drehbuchautor Ari Aster ist mit nur zwei Filmen zu einem angesagten Filmemacher des jüngsten Horrorgenres avanciert. Nach *Hereditary* (2018) und *Midsommar* (2019) entfernt sich Aster nun aber mit *Beau is Afraid* von den Formeln des Horrorkinos und verankert diesen viel stärker in den Gesetzmäßigkeiten der Komödie, denn der Horror scheint hier schlicht seiner Funktion beraubt: Nicht mehr geht es um das Auslösen von lustvollen Angstzuständen, weil die Angst selbst Gegenstand des gesamten Films ist, ohne aber eine wirkliche Reflexion über diese anzustreben. Der Titel ist in seiner Aussagekraft so einschlägig und selbst-erklärend, wie er wenig überraschend und nachgerade albern ist: Beau (Joaquin Phoenix) sollte seine Mutter besuchen. Doch eine Reihe von unvorhergesehenen und ganz unglücklichen Umständen hält ihn immer wieder davon ab. Von da aus strukturieren einzelne Episoden des Elends die Handlung, immer wieder sieht sich Beau diverser Angstszenarien ausgesetzt, doch wirklich stellen tut er sich diesen nicht, er lässt sie vielmehr über sich ergehen. Es ist eine tiefsitzende Unsicherheit, die die Basis für das Geschehen bildet. Was als eine durchaus ansprechende und absurd-dystopische Abhandlung über die Angst beginnt, ein abstruses Gesellschaftsbild in desolaten Straßen ausmalt und an ein überzeichnetes Bild der Corona-Pandemie erinnert, spitzt sich immer weiter zu in eine ganz pseudo-psychoanalyti-

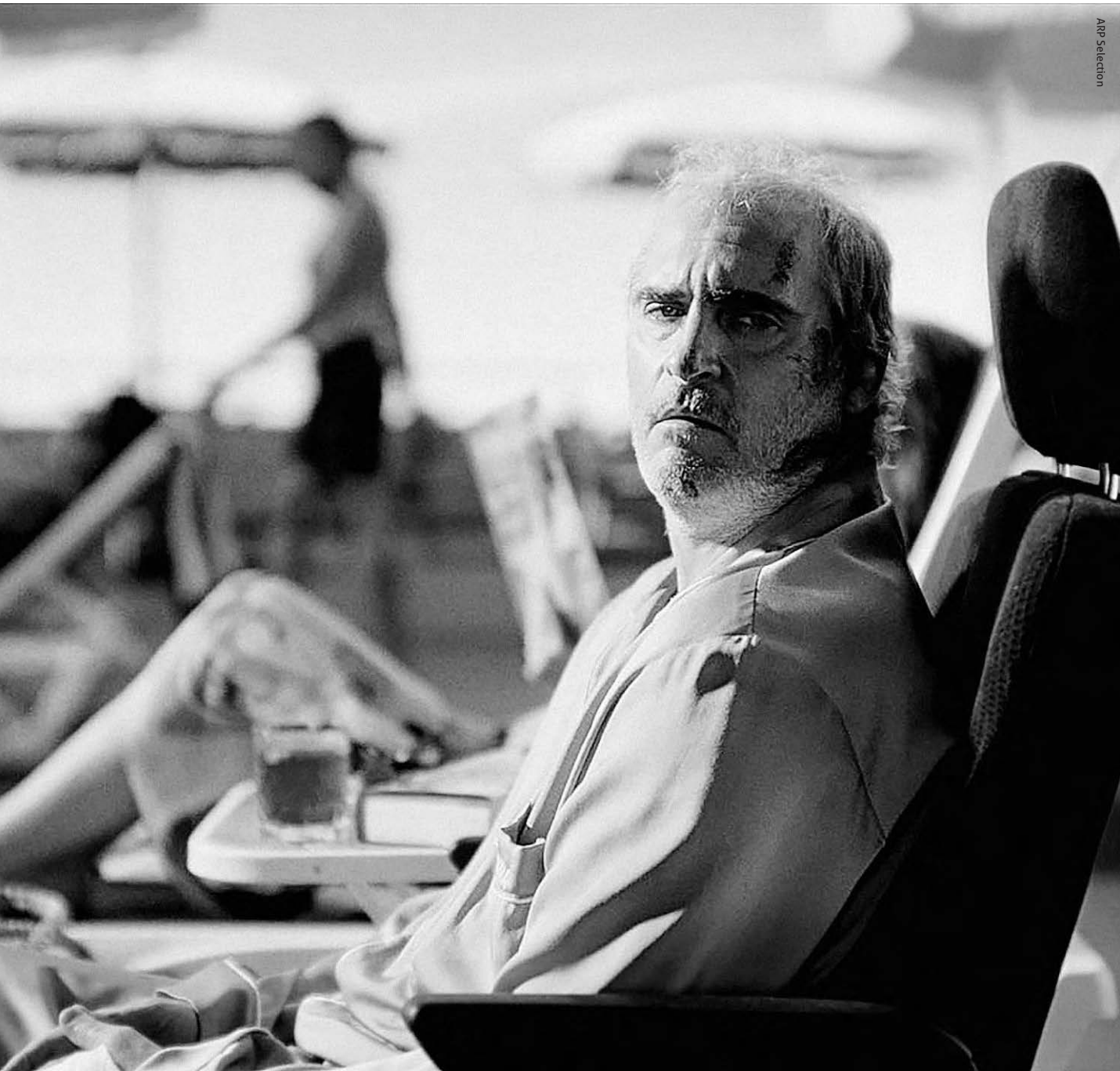
sche Abhandlung von Missbrauch, Rechtfertigungen und Schuldfragen in einem gestörten Verhältnis zur possessiven Mutter. Und ab da kann der Film auch als Komödie nicht mehr unterwandern. *Midsommar* war ein Film, der in Anlehnung an den Klassiker des paganen Horrors *The Wicker Man* (1979) als Spiegel für ein kollektives Unbewusstes gelesen werden konnte, und gleichsam verdeckt die aktuellen politischen Verhältnisse in den Vereinigten Staaten herausstellte, ja gerade die Risse in der Fassade aufzudecken versuchte. *Beau is Afraid* fehlt es an weiteren Deutungsebenen, der Film referiert auf nichts anderes als auf die eigene alptraumhafte Psychotherapie, die wir dank Joaquin Phoenix' leidvoller Miene mit diesem Beau erfahren sollen. In der Folge wird eine stetig zunehmende Dialogizität bemüht, die sogar eine sehr kunstvoll eingearbeitete Binnenerzählung umfasst, die freilich alles zu sagen, aber wenig zu erklären weiß. Über 180 Minuten wird in einem mitunter ganz phantasmagorischem Bilderreigen die immergleiche Ausgangsposition formuliert, Schuldzuweisungen hin- und hergeschoben.

Alles an diesem Film ist derart surreal, absurd, grotesk und überzeichnet, dass man ihm eine mangelnde Ernsthaftigkeit nicht recht unterstellen will, weil Ernsthaftigkeit als ordnende Größe hier gar nicht erst greift. Wenn dann ein monströser Phallus auf dem Dachboden auftaucht, fühlt man sich endgültig an die

frühen Persiflage-Arbeiten von Peter Jackson erinnert, gerade *Braindead* (1992) war noch eine äußerst komödiantische Auseinandersetzung mit Alfred Hitchcocks *Psycho* (1960). Als eine glaubwürdige Abhandlung über Verdrängung und mentale Traumata kann man *Beau is Afraid* nicht begreifen – dafür bleiben seine Themen oberflächlich und dienen mehr der Aneinanderreihung von schockierenden

Twists, M. Night Shyamalans Filmen nahe stehend – eine wirklich eindringliche Aussage schaffen sie nicht. Man denke nur an die Virtuosität in den Werken Hitchcocks, etwa *The Birds* (1963), *Marnie* (1964) oder noch *Strangers on the Train* (1951), den Aster direkt zitiert. Möglicherweise ist *Beau is Afraid* auch als eine Parodie auf Sigmund Freud und die Psychoanalyse zu lesen, denn Aster verschnürt

Horror und Komödie in der festen, internen Fokalisierung. Nie weiß der Erzähler und sein Publikum mehr als die Figur, weil so alles und zugleich nichts plausibel erscheinen kann. Die Twists präsentieren sich denn auch vielmehr als narrative Taschenspielertricks, die immer neue Erzählebenen in einander schachteln und einen Film hervorbringen, der unter seinem Erzählkonvolut einzubrechen droht. ●



Joaquin Phoenix als Beau

Alles an diesem Film ist derart surreal, absurd, grotesk und überzeichnet, dass man ihm eine mangelnde Ernsthaftigkeit nicht recht unterstellen will

CINÉMA

Ninetto Davoli, l'héritier infini

Loïc Millot



Ninetto Davoli
avec Pier Paolo
Pasolini en 1970



53 ans plus tard,
avec le directeur
de Passages

Certaines personnes résistent au changement, sans verser pour autant dans l'amertume ou la méchanceté. Acteur fétiche de Pier Paolo Pasolini (1922-1975), avec lequel il collabora sur onze films entre 1964 et 1974, de *L'Evangile selon Matthieu* aux *Mille et une Nuits*, Ninetto Davoli était présent à Metz dans le cadre de l'édition de Passages Transfestival consacré à l'Italie (3-21 mai). Une rencontre historique, fruit de la collaboration entre le festival et de nombreux partenaires (Forum-irts de Lorraine, Ciné Art, Società Dante Alighieri, le cinéma Klub, la Cité musicale-Metz), qui nous rappelle qu'une initiative similaire avait été entreprise en 2015 à la Cinémathèque de Luxembourg. Avec Adriana Asti et Dacia Maraini, l'acteur romain fait partie des derniers fidèles encore vivants de la troupe pasolinienne.

Ninetto Davoli donc, chevelure devenue blanche aujourd'hui (il est né en 1948), mais toujours bouclée et affichant des yeux rieurs, à l'aisance et à la convivialité toute méridionale. Devant une salle comble et impatiente, il se présente tel qu'il apparaissait autrefois sur le grand écran auprès de Toto (*Uccellacci e uccellini*, 1966), Laura Betti (*Théorème*) ou Franco Citti (*Cédipe*, 1967 ; *Le Décaméron*, 1971), animé d'un enthousiasme impétueux, incarnant parfaitement cet idéal d'identification entre le jeu (de l'acteur) et la joie (de vivre) qu'a noué à travers lui Pier Paolo Pasolini. Le temps n'a pas eu prise sur lui : malgré son âge avancé, Ninetto a conservé l'irrépressible désir de transmettre la mémoire du maestro assassiné la nuit de la Toussaint de l'année 1975, trois ans avant la mort, tout aussi traumatique pour le pays, d'Aldo Moro par les Brigades rouges. C'est à cet exercice que l'acteur s'est prêté lors d'une séance consacrée à deux films : le court-métrage *La ricotta* en guise de mise en bouche, puis *Uccellacci e Uccellini*, premier long-métrage de Ninetto dans lequel celui-ci occupe, à 19 ans, le rôle principal auprès de l'acteur napolitain Toto. Si ce lien avec ce film paraît évident, le choix de *La ricotta* l'est beaucoup moins. D'autant plus que le comédien en est absent. Mais *La ricotta* est le film de Pasolini qu'il préfère, notamment pour son autoréflexivité, sa façon acerbe de mettre en abîme l'industrie cinématographique et sa division du travail. Il lui

rappelle sa propre découverte des coulisses, son étonnement devant le fait d'être payé pour « être simplement lui-même et parler avec Toto : c'est une chose qui me semblait tellement absurde ! », confie-t-il. Ninetto découvre que jouer est un métier, qu'il continue aujourd'hui de pratiquer au sein d'un paysage audiovisuel italien qui a bien changé. L'autre raison de ce choix fut pareillement divulguée au public : c'est sur le tournage de *La ricotta* qu'il rencontra Pier Paolo Pasolini pour la première fois. L'ado, alors âgé de quatorze ans, était venu s'amuser avec des amis dans le quartier de l'Acqua Santa (Rome), connu pour ses cachettes troglodytes. Ninetto tombe par hasard sur son frère, accessoiriste sur le film, qui le présente au famoso regista. Puis tout s'enchaîne très vite. L'année suivante, le jeune homme fait une brève apparition dans *L'Evangile selon Matthieu*, où il est tendrement associé à l'enfance et à l'innocence, inaugurant une période heureuse et comique au sein de la filmographie de Pasolini. Puis la carrière de Ninetto s'envole avec *Uccellacci e uccellini*.

Témoin magnifique de cet âge d'or du cinéma italien, Ninetto Davoli a pu évoquer plus longuement son jeu, empreint de burlesque, lors d'une rencontre organisée à l'Arsenal. Entouré de deux traducteurs qui se relayaient tant bien que mal pour retranscrire un torrent de mots déversés en romanesco, l'acteur est revenu avec émotion sur un court-métrage injustement méconnu, intitulé *Che cosa sono le nuvole ?* (1967), un court-métrage issu de la collaboration entre Ninetto, Toto et Pasolini. Une œuvre totale où se mêlent théâtre, marionnettes, chanson populaire, qui impressionne par la qualité de ses acteurs, au nombre desquels figure à titre exceptionnel le duo comique formé par Franco Franchi et Ciccio Ingrassia.

Né dans le village de Santa a Maida, en Calabre, le messager de Pasolini a grandi dans la misère de la borgata Prenestina. Ninetto se souvient des mères allant chercher l'eau à la « fontanella », les gamins allant pieds nus dans la rue, vêtus de vêtements récupérés, souvent trop courts. Dès sa première paye, il fait déménager ses parents dans le quartier de Cinecittà. Avant d'emporter le public en imitant la réaction de sa mère lorsque celle-ci découvre ce qu'est un ascenseur... Après la mort de Pasolini, Ninetto a fidèlement poursuivi son héritage. En jouant au côté des frères Sergio et Franco Citti dans *Il Minestrone* (1981), comédie hantée par le thème pasolinien de la faim et dans lequel figure également un certain Roberto Benigni. Au théâtre aussi, Ninetto perpétue la mémoire de son ami. Comme lorsqu'en 1995 il contribue avec la troupe du Teatro Stabile de Parme à monter pour le festival d'Avignon *L'histoire du soldat*, une pièce de Pasolini qui n'avait jusque-là jamais été mise en scène. Ou encore en prenant part au *Pasolini* (2014) d'Abel Ferrara, dans la partie réalisée d'après un scénario de Pasolini intitulé *Porno Teo Kolossal*. Accomplir un désir jusque-là irréalisé, c'est aussi une définition commune au rêve et au cinéma. ●

Ninetto Davoli est
un témoin magnifique
de cet âge d'or du
cinéma italien



Pieter Nason (1612–1689), *Garçon en costume de Mars*, huile sur toile, vers 1670
© Les 2 Musées de la Ville de Luxembourg, photo : C. Weber

Ech gi schaffen

Béatrice Dissi

Salon spacieux et ensoleillé, vue sur un jardin avec des arbres, terrasse large et tranquille : « Madame Witzeg » profite d'un emplacement privilégié à Belvaux, dans le même bâtiment que le Centre intégré pour personnes âgées (Cipa). Le restaurant a ouvert ses portes en 23 janvier, après une phase de rodage de quelques mois pendant laquelle l'équipe a pu se familiariser avec les activités et s'habituer aux procédures. Karin Reding, la chargée de direction de ce projet qui fait partie de la trentaine d'ateliers protégés du Luxembourg, attache en effet une grande importance aux détails : chaque employé doit connaître le déroulement des tâches avec la plus grande précision possible, aussi pour maximiser son aisance face aux hôtes. Le porteur de projet est l'association Trisomie21 Lëtzebuerg, qui a pour vocation d'accompagner les personnes porteuses d'une trisomie 21 pour mener une vie aussi indépendante que possible, notamment en développant leur insertion professionnelle. Le projet inclusif « Madame Witzeg » met justement l'accent sur le contact des salariés avec les clients, et donc sur la visibilité de l'équipe formée de personnes présentant des défis cognitifs, comme le syndrome de Down, ou des défis physiques. La cuisine est d'ailleurs vitrée, exposée à la clientèle. L'esprit d'équipe prime car le concept implique que les salariés apprennent à maîtriser les différents volets du

métier de gastronome : de la préparation des mets au service à table et à la plonge, de la disposition des tables au nettoyage du sol. Toutes les charges sont partagées, en tenant compte des capacités d'apprentissage individuelles. « Je constate un développement incroyable, lent mais continu, sans visibles limites, à la fois en ce qui concerne le savoir-faire technique tout comme en matière de compétences sociales », dit Karin, éducatrice graduée et assistance sociale de formation. « C'est un processus qui s'inscrit dans le long terme » explique-t-elle encore. « Si certains de nos collègues ont déjà une expérience professionnelle, pour la plupart c'est la toute première pratique dans le secteur gastronomique ». L'équipe, composée de onze personnes y inclus deux bénévoles, est encadrée par quatre responsables : à côté de la chargée de direction, un chef cuisinier, une chef pâtissière et une éducatrice diplômée.

Lors de ses contacts avec des personnes souffrant d'un handicap, Karin avait depuis longtemps constaté leur volonté de travailler. Elle a souvent été obligée de les décevoir, notamment parce que les délais d'attente pour les ateliers protégés peuvent être longs. Elle est désormais fière de pouvoir offrir, à des personnes pour qui c'est nouveau, une occupation à l'extérieur et l'occasion de se constituer une vie sociale

L'équipe de Madame Witzeg



bien remplie. « Les gens reçoivent la chance de se faire une autre identité, et retrouvent une nouvelle stabilité dans la vie », souligne-elle. Les employés de Madame Witzeg sont sans exception enthousiastes et fiers de pouvoir dire « Ech gi schaffen ».

Un certain regret est le défi légal qui empêche encore l'équipe de Karin Reding de passer à l'étape supérieure en ce qui concerne la formation. Pour venir à Belvaux, les salariés utilisent si possible le transport public (en essayant de contourner les obstacles inhérents), et certains le Mobibus (encore en phase de rodage), comme

ils ne disposent pas de permis de conduire. D'autres dépendent encore de leur famille pour les conduire.

Le menu, adapté selon les saisons, comporte de nombreuses « Witzegkeeten » (petites portions) carpaccio de betterave au fromage de chèvre, crème d'asperges, mais aussi des classiques locaux comme les Gromprekichelcher ou la Wäinzooosis, et toujours un plat de poisson. Le leitmotiv est de proposer du régional et fait maison. Côté desserts, ça reste classique : panna cotta, sorbet de fruits, cheesecake mais aussi le bon Schoki de Madame. Les commandes sont

prises à l'aide d'une grille dans laquelle le client se choisit une personnalité (fun factor garanti). La version à emporter des plats existe également – de préférence dans la Ecobox, approche durable oblige. Pour l'instant, le restaurant n'est ouvert qu'à midi, sauf exception pour les soirées à thème telles que les « Spargel-Owender » fin mai, qui affichent tous les deux complets depuis des semaines. Ou des soirées spéciales telles que le « slow dating », organisé avec Info Handicap. Grand plus : dans l'arrière-fond, le resto dispose également une *Keelebunn* pour ceux qui veulent réserver une soirée ludique (minimum quinze personnes). ●

Stil

D A S E V E N T



FC Queer

Trotz einzelner Coming-outs aktiver Fußballprofis (bislang waren es weltweit drei) gilt der Männerfußball (und weite Teile des männlichen Leistungssports insgesamt) bis heute als letzte Bastion heterosexueller Cis-Männer. Das spiegelt sich allzuoft auch in sexistischen und homophoben Kommentaren auf den Zuschauerrängen wider. Für Luxemburg gelten diese Feststellungen im Besonderen. Queere Fußballer existieren scheinbar nicht; Spieler gegnerischer Mannschaften als

„Schwuchtel“ zu bezeichnen und Schieds- oder Linienrichterinnen zuzurufen, sie sollen zurück an den Herd, gehört in vielen Stadien zum guten Ton. Im Unterschied zu anderen Ländern (wie beispielsweise Deutschland) haben weder der nationale Fußballverband noch Vereine oder Fanggruppierungen sich bislang öffentlich gegen Sexismus, Homo- und Transphobie (oder Rassismus) im Fußball positioniert. Nicht einmal das Sportministerium hat es bisher für nötig erachtet, eine Sensibilisierungskampagne gegen Diskriminierung zu initiieren. Von Verbands- und Vereinsfunktionären wird das Thema verharmlost oder totgeschwiegen, Beschimpfungen und Beleidigungen werden als Kavaliersdelikte abgetan, eine öffentliche Diskussion darüber findet schlichtweg nicht statt. Das soll sich künftig ändern. Auf Antrag der Stadt Luxemburg hat das unter der Obhut des Familienministeriums stehende Informations- und Beratungszentrum Cigale beschlossen, das erste Fußballturnier für Mitglieder

der LGBTQ+-Community und ihre Freund/innen und Alliierten in Luxemburg zu veranstalten. Ausgetragen wird es am 3. Juni im Stade Josy Barthel. Es werden Freundschaftsspiele sein, der Spaß und nicht der Wettbewerb steht im Vordergrund. Ziel der Aktion ist es aber, genug Spieler/innen zu finden, um eine LGBTQ+-Mannschaft oder einen Verein zu gründen und dauerhaft zu etablieren. Viele Menschen aus der Community fühlen sich in gewöhnlichen Sportvereinen unwohl, weil diese nicht inklusiv seien und die Trainer/innen und Vereinsverantwortlichen häufig nicht ausreichend über ihre Bedürfnisse aufgeklärt seien, sagt Maura Pianaro, die das Projekt beim Cigale leitet. Insbesondere Trans- und Intersex-Personen würden ausgeschlossen, weil es für sie keine getrennten Umkleidekabinen und Sanitäranlagen gebe. Deshalb will das Cigale auch Broschüren veröffentlichen, in denen es Trainer/innen und Vereinsfunktionären erklärt, worauf sie beim Umgang mit Menschen

aus der LGBTQ+-Community achten müssen. Für Spieler/innen ist die Anmeldefrist für das Turnier am 3. Juni schon abgelaufen; Personen, die es als Fans oder Zuschauer/innen unterstützen wollen, können sich noch bis zum 22. Mai per E-Mail an maura.pianaro@cigale.lu registrieren. ■

D A S E V E N T

Eurovision Song Contest

Am Wochenende glitzert es wieder beim Eurovision Song Contest (ESC). Doch ohne Luxemburg. Seit 1993 hält das Großherzogtum



sich aus Kostengründen von dem Wettbewerb fern, obwohl es 1956 zu den Gründungsländern zählte. 1961 holte Luxemburg einen ersten Sieg mit *Nous les amoureux* von Jean-Claude Pascal. Vier weitere Siege folgten bis 1984. Ende November vergangenen Jahres meldete *Radio 100,7*, Medien- und Kommunikationsminister Xavier Bettel habe sich im Regierungsrat für eine erneute Teilnahme eingesetzt. Ein Memorandum habe festgehalten: „Trente ans plus tard, un retour du Luxembourg semble une occasion merveilleuse pour réaffirmer son esprit européen et international dans les domaines médiatique et musical.“ Bettel erhoffe sich positive Auswirkungen auf das Markenimage des Landes und die hiesige Musikindustrie. Diese Woche erklärte das Medienministerium auf Nachfrage: „Leider könne mir de Moment net iwwer eng méiglech Participatioun vu Lëtzebuerg kommunizéieren.“ Eine Arbeitsgruppe befasse sich allerdings seit dem 7. Dezember 2022 mit dem ESC. Bei *Spotify* liegen die Songs aus Schweden (Foto), Italien und Norwegen

derzeit vorne. Ob das Publikum diesen Samstag ähnlich abstimmen wird? Der Wettbewerb findet in Liverpool statt. Großbritannien organisiert den ESC stellvertretend für den Vorjahressieger, die Ukraine. sm

L' E N D R O I T

Do for Love

Après les bars à vins et les bars à cocktails, la nouvelle tendance sera-t-elle celle des bars à cafés. Dans le quartier Gare, on connaissait déjà Bloom et Florence. La Ville-Haute ajoute une adresse : Do for Love, nouvellement installé au Royal-Hamilus, côté tram. Le cadre est petit, à l'architecture sobre, jouant des contrastes entre des murs très foncé et une façade vitrée très lumineuse (photo : fc). Les clients sont invités à consommer sur les petites tables basses ou sur une comptoir élevé, avec vue sur le boulevard Royal. Derrière ce projet, un jeune Messin, Jordan Siedlewski



qui a découvert l'art du barista lors d'un voyage en Australie. Il a ensuite prolongé sa formation dans un palace londonien. Il officie derrière une machine à café de pointe et propose diverses formes d'extractions de l'espresso au *cold brew* (infusé à froid pendant de longues heures) en passant par le *pour over* (avec un versement d'eau lent). Pour faire cela, le barista choisit des crus sélectionnés qui proviennent d'un torréfacteur de café de spécialités basé à Nantes, que l'on peut également acheter sur place. Des propositions éphémères feront leur apparition au fil des saisons. Pour accompagner les cafés, des pâtisseries concoctées par The Little Bakeshop et Glow sont proposées. fc

